

N°28
JANVIER 2004

peuple
& culture



témoignages

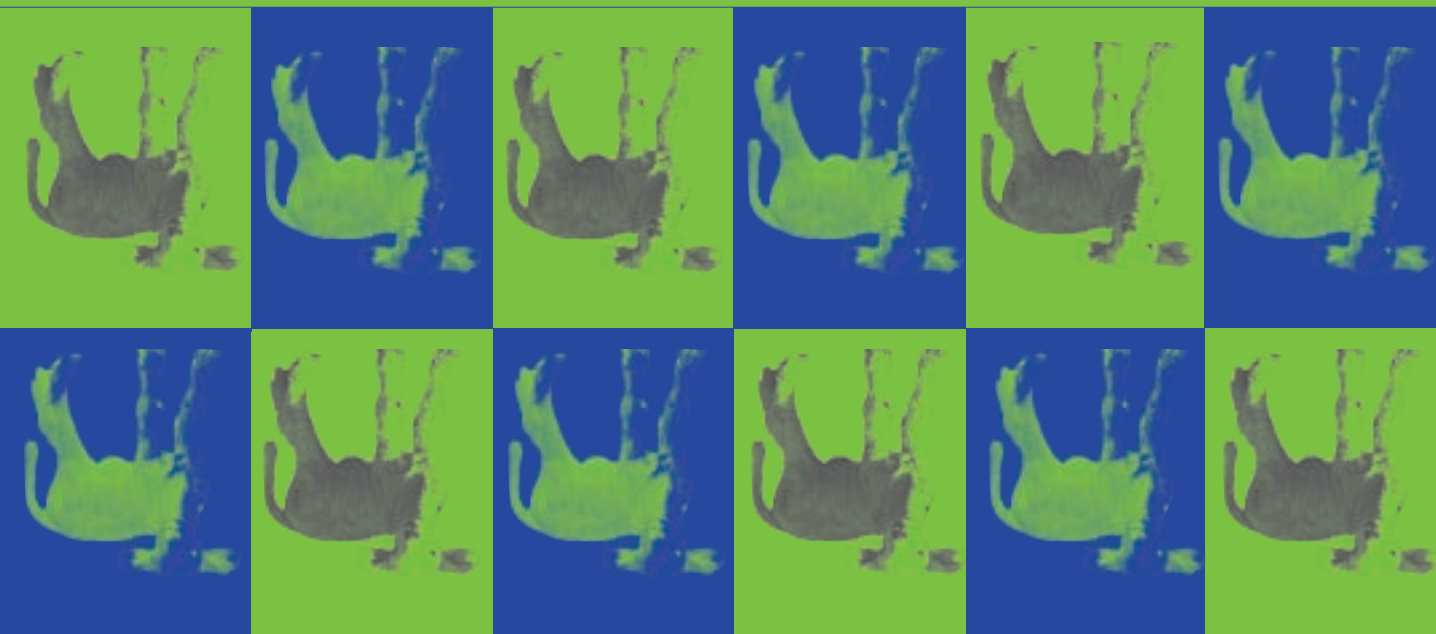
Regards sur le Forum Social Européen

reflet

Culture en danger

D o s s i e r U n i v e r s i t é d ' é t é 2 0 0 3

Les métamorphoses du vivant



SOMMAIRE

Edito	3
DOSSIER LES MÉTAMORPHOSES DU VIVANT	
Les OGM : une grande conquête de l'humanité ou le pire des fléaux ?	4-8
Louis-Marie Houdebine	
Une philosophie des sciences impertinente pour rendre service aux scientifiques	9-10
Retranscription de l'intervention de Michel Tibon-Cornillot	
Alter-mondialisation, éducation populaire ou résistance populiste ?	12-19
Manuel Boucher	
La vérité est au fond de l'abîme... et l'ascenseur est en dérangement	20-21
Serge Mevrel	
Savoir... contre sensibilité ?	22-23
Nicolas Supiot	
Le milieu rural, terreau pour l'éducation à l'environnement et le développement personnel	24
Jean-Luc Chautagnat	
REFLET	
Culture en danger	25
Manée Teyssandier	
TÉMOIGNAGES	
Regards sur le Forum Social Européen	26-27

Union Peuple et Culture • 108
rue Saint Maur • 75011 Paris •
t/ 01 49 29 42 80
• f/ 01 43 57 62 42 • e/
union@peuple-et-culture.org •
w/ <http://www.peuple-et-culture.org>

La Lettre de Peuple et Culture,
numéro 28 tiré à 2 600
exemplaires

• Directeur de la publication :
Jean Gondonneau • Secrétariat
de rédaction et maquette :
Catherine Beaumont, Natacha
Musset • Conseillère de la
rédaction : Corinne Baudelot •
Conception graphique : atelier
jeudi • Impression :
Autographe, Paris 20^{ème} • ISSN :
1259-2331

édito



S'engager en s'appuyant sur nos pratiques d'éducation populaire, le faire individuellement et collectivement, c'est ce que nous nous efforçons de réaliser, en tant que militants, chaque jour. C'est ce que nous avons fait en participant au Forum Social Européen (les 13-14-15 novembre 2003), à ses conférences et à ses ateliers. Le premier jour, nous nous étions, en effet, donné rendez-vous au village de l'économie sociale et solidaire à Saint-Denis.

Nous y avons tenu notre place avec vingt-deux autres associations rassemblées dans le Mouvement pour l'Économie Solidaire (MES) dont nous avons décidé d'être partie prenante (mars 2002) en y affirmant notre engagement spécifique en tant que mouvement d'éducation populaire.

L'altermondialisation nous concerne et nous entendons participer à sa construction dans une résistance active aux effets dévastateurs du libéralisme mais sous des formes alternatives concrètes, en développant des initiatives et des réponses citoyennes et en nous mobilisant pour les faire vivre. C'est dans l'ancrage territorial que nous puisons la force de contribuer réellement à la transformation sociale. Cette rencontre a donc été précédée ou suivie de forums locaux où, là encore, Peuple et Culture a été souvent présent et actif. Enfin, nous avons contribué à la préparation du forum social mondial de Bombay dans le cadre des instances du MES.

Au sein même de notre mouvement, nous avons eu des temps partagés de préparation. Le temps du bilan est venu. L'effort de réflexion et les exigences d'écriture collective que cela génère sont certes contraignantes mais s'avèrent finalement bénéfiques : nous devons apprendre collectivement à théoriser nos pratiques et c'est nous-mêmes qui devons le faire. Nous n'avons pas à laisser à d'autres le soin de s'y employer, le plus souvent d'ailleurs à des fins partisans. Ceux que les médias sollicitent pour dire leurs conceptions des enjeux de la mondialisation ne sont pas les acteurs de l'économie solidaire. Ce sont pourtant bien les pratiques de ces derniers qui traduisent dans les faits les idées de l'altermondialisation, mais les acteurs eux-mêmes n'intéressent que fort peu ou de façon volontairement anecdotique les fabricants d'une opinion convenue, montant en épingle des événements qui servent de paravents à la vision des problèmes essentiels.

Au FSE, nous avons eu des possibilités d'apprendre, de nous ressourcer, de nouer des contacts et de nous ouvrir à des réflexions différentes de celles que nous avons

habituellement. Nous avons fait, avec d'autres, un travail sur nous-mêmes et nous nous sommes interrogés librement sur des actions que nous pourrions entreprendre. Nous devons notamment nous donner des moyens pour que l'éducation populaire et l'économie solidaire, interrogeant l'économie sociale, soient des forces de propositions et s'affirment dans un certain nombre d'actions exemplaires conduites ensemble.

Notre recherche d'une alternative à l'économie libérale et à l'idéologie qui la sous-tend est commune. Les valeurs qui, historiquement, ont inspiré l'éducation populaire et l'économie solidaire sont, l'une et l'autre, porteuses des luttes du mouvement ouvrier, au XIX^{ème} siècle, en Europe. Comment les valeurs fondatrices qui inspirent l'éducation populaire et l'économie solidaire se retrouvent-elles aujourd'hui dans des initiatives et des pratiques alternatives susceptibles de se nourrir réciproquement ?

En quoi la démarche spécifique que l'on retrouve dans l'éducation populaire aujourd'hui et, avec elle, le développement d'une formation citoyenne favorisent-ils des réalisations concrètes quotidiennes de l'économie solidaire ?

Réciproquement, comment une économie sociale, lorsqu'elle est réellement solidaire, favorise-t-elle une organisation dynamique de l'éducation populaire au sein de structures en rupture avec le consumérisme ambiant ?

Le temps est venu d'identifier clairement les liens qui rapprochent l'éducation populaire et l'économie solidaire et d'imaginer des pratiques nouvelles qui les réunissent.

Dans la nébuleuse de l'altermondialisation, nous entendons éviter les dérives d'une résistance populiste. Certes, nous devons, aujourd'hui comme hier, résister : nous pouvons le faire dans un mouvement né dans la Résistance mais aussi **de** la Résistance, mais c'est de façon concrète que nous entendons le faire. Les militants de l'éducation populaire comme ceux de l'économie solidaire sont, en effet, quels que soient les niveaux considérés (local, national, international) et du local au global, des militants prêts à assumer les indispensables confrontations au libéralisme dont nous combattons les méfaits idéologiques.

Revendiquons la place qui nous revient dans le débat complexe de la mondialisation en réaffirmant la force de l'engagement politique pour changer le monde et choisir la vie.

Jean Gondonneau



dossier : Les métamorphoses du vivant

Déjà envisagée pour l'édition 2002, c'est la thématique du vivant qui était au cœur de notre Université d'été de Crupies, dans la Drôme. Un choix qui a pu étonner certains des acteurs et partenaires de Peuple et Culture, dans la mesure où l'expérience de notre mouvement en matière de culture scientifique et technique n'est pas très développée, mais qui était motivé par un certain nombre de considérations.

Le cycle enclenché avec l'Université d'été 2002 sous l'appellation " Une vision critique du monde " nous semblait en effet devoir intégrer une réflexion sur les conséquences des mutations scientifiques et technologiques à l'œuvre dans ce domaine. Il s'agissait pour nous, avec toutes les limites qu'impose la durée très courte de nos universités d'été actuelles, de créer un espace d'information et de confrontation de points de vue sur des questions complexes.

Comment resituer la question des OGM, fortement médiatisée depuis les opérations d'arrachage conduites par la Confédération Paysanne pour sensibiliser l'opinion publique, dans une appréhension plus large des capacités d'intervention humaine sur le vivant, en intégrant à notre programme des sujets comme ceux des énergies ou de la procréation médicalement assistée ?

Comment s'appuyer sur le travail de veille et de mobilisation de plusieurs associations membres du réseau rural de Peuple et Culture, comme Accueil Paysan, Aspaari ou Oxalis, pour amorcer, dans une assemblée constituée en majorité d'urbains, une élucidation collective et une mise en débat de ce que permettent aujourd'hui les biotechnologies et de ce qu'elles induisent comme espoirs et comme risques ? Comment préparer et nourrir le débat démocratique,

nécessaire à nos yeux, sur l'utilisation des biotechnologies ?

Notre propos n'était pas d'apporter des réponses tranchées, même si plusieurs chercheurs ou participants se sont exprimés sur ce mode, mais de susciter une interrogation, à partir d'une diversité d'entrées thématiques et de points de vue.

Ce dossier de *La Lettre de Peuple et Culture* est le reflet, incomplet, d'un programme très dense et l'écho des réactions contrastées provoquées par les partis pris des deux intervenants invités :

- d'un côté, à partir d'une mise à plat de ce que permet le génie génétique, une certaine forme d'angélisme scientifique de la part de Louis-Marie Houdebine, développant une vision idyllique d'un monde où les découvertes des chercheurs seraient suffisamment encadrées par des comités d'experts et où les marchands gèreraient la commercialisation de ces découvertes, sans contradictions, ni tensions, ni dérives ;
- à l'opposé, la vision apocalyptique de Michel Tibon-Cornillot, partant d'une analyse éclairante des fondements des sciences modernes pour accuser ensuite les Occidentaux de tous les maux survenus sur la planète depuis plusieurs siècles et appeler de ses vœux une catastrophe sanitaire comme seule issue à la perpétuelle course en avant du progrès marchandisé. Entre ces deux écueils, en s'appuyant néanmoins sur les clés de compréhension et d'analyse offertes par chacun des deux intervenants, la voie d'une vigilance citoyenne, évoquée par Pascal Denis, est étroite mais indispensable. Il appartient à des associations comme les nôtres, au-delà de cette seule université d'été, de créer des espaces où un travail de lecture critique des mécanismes scientifiques, économiques et politiques en jeu puisse peu à peu s'élaborer.

Les OGM : une grande conquête de l'humanité ou le pire des fléaux ?

Très décriée par certains participants, l'intervention de Louis-Marie Houdebine, chercheur à l'INRA, dont nous reproduisons ici un condensé, avait pour objectif de nous aider à appréhender la question du vivant sous un angle scientifique.

Au-delà de la polémique, toujours vive, les membres du comité de pilotage restent convaincus qu'une démarche d'éducation populaire se doit de permettre une pluralité de points de vue. A débattre...



Depuis l'invention de l'agriculture, de l'élevage mais aussi des produits fermentés, les communautés humaines n'ont cessé de sélectionner les produits qui convenaient le mieux à leur alimentation et au traitement de leurs maladies. Elles ne se sont pas contentées des produits dans leur état natif, elles ont au contraire domestiqué et modifié génétiquement les micro-organismes, les plantes et les animaux dont elles avaient le plus besoin. Ces transformations sont si considérables que beaucoup d'entre nous ne savent pas de quelles espèces dérivent les carottes, le maïs, les poules, etc. Les tomates, le maïs, les carottes sont des monstres par rapport à leurs homologues sauvages mais cela ne nous choque pas car ces variétés nous sont familières. La plupart des organismes vivants domestiqués ne sauraient survivre sans l'assistance de l'homme tant ils ont subi de mutations au cours de leur sélection. Les animaux de compagnie comme les chiens n'échappent pas à ces règles et nous n'en faisons pas cas.

Au cours du XX^e siècle, l'homme a réussi à accélérer la création de nouvelles souches, variétés et races, de micro-organismes, de plantes et d'animaux. Pour ce faire, il a provoqué des mutations multiples en soumettant les organismes vivants à des agents mutagènes puissants comme des molécules chimiques ou des rayons ionisants.

Depuis fort longtemps, l'homme a inventé le mulet, qui est une formidable opération de génie génétique puisque les 30 000 gènes d'une espèce sont alors transférés dans une autre. Le mulet n'est pas assez fécond pour avoir donné naissance à une espèce. On peut toutefois obtenir sans mauvaise surprise autant de mulets que l'on veut en croisant l'âne et

le cheval comme s'il s'agissait d'une nouvelle espèce.

Dans le même ordre d'idées, les agronomes ont créé plusieurs espèces végétales nouvelles par croisement. C'est le cas du triticale qui est un hybride blé-seigle qui résulte d'un croisement forcé des deux espèces, suivi de mutations aléatoires induites artificiellement pour stabiliser la nouvelle espèce. Le triticale est une céréale comme une autre et personne ne s'en inquiète, à juste titre.

Depuis longtemps, l'homme a souhaité échapper au hasard des mutations spontanées qui sont rares et anarchiques, conduisant souvent à la naissance d'individus peu ou non viables. La découverte des gènes et l'invention du génie génétique (voir encadré ci-contre) ne pouvaient qu'offrir de nouvelles possibilités de créer des mutants en y mettant beaucoup moins de hasard. C'est là une nouvelle ère qui vient de s'ouvrir avec son cortège habituel de progrès et de risques.

A quoi servent les OGM ?

La modification génétique des organismes vivants est un outil essentiel pour les chercheurs qui doivent replacer un gène isolé dans son contexte naturel qu'est l'organisme entier, pour mieux comprendre son fonctionnement et son rôle. Cette même approche permet de créer des animaux transgéniques indispensables pour étudier certaines maladies humaines et tester de nouveaux médicaments. On dispose ainsi de souris qui miment des maladies aussi complexes que la maladie d'Alzheimer, la maladie de Kreutzfeld-Jakob, des cancers... Des fermenteurs contenant des bactéries ou des cellules animales génétiquement modifiées, et bientôt des animaux et des plantes transgéniques, fabriquent industriellement des médica-

ments comme l'insuline, le vaccin de l'hépatite B, etc.

Ces OGM, qui représentent au moins 95 % des nouvelles lignées de plantes et d'animaux obtenues par des modifications génétiques, ne soulèvent aucune inquiétude particulière dans l'opinion publique. Seules les applications agroalimentaires du génie génétique sont contestées. Elles sont pourtant aussi logiques et, a priori, pas plus dangereuses que les applications médicales et la sélection génétique classique.

Les premiers OGM qui ont été préparés et les seuls actuellement commercialisés concernent les grandes cultures destinées à l'alimentation animale. Ces ●●●

Qu'est-ce qu'un gène ?

Traditionnellement, un gène est considéré comme le support matériel des caractères héréditaires.

Pour un biologiste actuel, un gène est d'abord une information codée dont le produit est une protéine. Les gènes ont pour structure chimique l'ADN qui est le constituant essentiel des chromosomes. L'ensemble des gènes d'un organisme vivant, qui constitue le génome, est donc une banque de données à laquelle l'organisme fait appel à chaque fois qu'il a besoin d'une protéine pour effectuer telle ou telle réaction biochimique.

Qu'est-ce qu'un OGM ?

Depuis environ 25 ans, les biologistes ont appris à isoler les gènes, à en déterminer la structure chimique, à les modifier au besoin et à les réintroduire dans un organisme qui devient alors un organisme génétiquement modifié (OGM) ou transgénique.

L'ensemble de ces techniques qui constitue ce que l'on appelle le génie génétique offre des possibilités quasi infinies. Les mécanismes qui permettent à chaque gène de donner naissance à une protéine sont suffisamment connus pour qu'il soit possible non seulement d'isoler des gènes et de les recombiner pour former d'autres gènes fonctionnels, mais aussi de synthétiser chimiquement des gènes parfaitement actifs identiques à leurs homologues naturels ou au contraire créés *de novo*.



dossier : Les métamorphoses du vivant

●●● opérations ne visent pas à modifier la physiologie de la plante mais seulement à lui conférer une propriété intéressante grâce à l'action d'un gène étranger. Un bilan de l'utilisation depuis 1996 de ces plantes peut être fait.

Le colza et le soja permettent une réduction significative des épandages d'herbicides. Ceci doit être mesuré non en volume mais en toxicité globale des produits utilisés. Le rendement de ces deux plantes est légèrement augmenté. Le succès considérable de ces deux OGM (80 % du soja aux USA et en Argentine est génétiquement modifié) vient surtout du fait qu'ils simplifient la tâche des agriculteurs.

Le maïs et le coton sont résistants à des ravageurs. Environ respectivement 30 % et 80 % de ces deux plantes sont des variétés génétiquement modifiées aux USA. Le coton est un succès particulièrement remarquable. Cette plante doit normalement subir 7 à 8 épandages de pesticides pour survivre. Certains de ces pesticides sont franchement toxiques pour les agriculteurs et très polluants. Le coton génétiquement modifié n'a plus besoin que de deux épandages. Les agriculteurs apprécient hautement de ne plus être intoxiqués et ils voient leurs bénéfices nettement augmentés. Ceci suffit à expliquer le brillant succès du coton et la pénurie de semences transgéniques que l'Inde a connue en 2002.

Il est utile de mentionner que des animaux génétiquement modifiés destinés à l'alimentation humaine sont en cours d'étude. Parmi ceux-ci, on peut citer les porcs rejetant 75 % de moins de phosphate polluant, les poissons à croissance accélérée qui peuvent être une source de protéines pour certains pays pauvres, les animaux produisant du lait résistant aux infections bactériennes et les animaux résis-

tants à diverses maladies dont les maladies à prions, etc.

Les risques liés à l'utilisation des OGM agroalimentaires

Lorsqu'il s'agit de nourritures, les humains sont à juste titre méfiants. Si l'on ne sait pas ce que l'on mange, on risque toujours d'ingurgiter des substances potentiellement toxiques. Toute nouveauté dans ce domaine inspire une méfiance initiale, même lorsqu'il s'agit de produits couramment consommés dans d'autres pays.

Il n'est pas très difficile d'évaluer la **toxicité** d'une substance. De nombreux tests mis au point pour les médicaments sont à notre disposition et mis en œuvre dans ce but. Aucun des OGM actuellement commercialisés ne contient des composés toxiques décelables. Ils ont été consommés par des rats, des poules, des lapins, des moutons, des porcs et des vaches. Aucun de ces animaux n'a eu une quelconque perturbation de sa croissance, de sa reproduction et de sa production d'œufs ou de lait. La composition des produits de ces animaux (viande, œuf, lait) est inchangée. A cela, il faut ajouter que des centaines de millions d'animaux d'élevage consomment régulièrement du soja, du maïs et du colza transgéniques depuis 1996 sans qu'un éleveur ait jugé bon d'arrêter pour des raisons sanitaires.

Le **caractère allergène** d'un produit alimentaire est plus difficile à évaluer. Les tests actuels ont permis d'identifier l'allergénicité d'une protéine ajoutée expérimentalement via son gène dans une céréale. Malgré leur imperfection, les tests actuels peuvent donc révéler des allergies comme celles du kiwi, des coquillages et,

a fortiori, de l'arachide. Il est important de noter que ces produits très largement consommés sont en vente libre sans qu'aucun étiquetage ne mentionne leur allergénicité.

Le problème de la **dissémination dans l'environnement** n'apparaît pas si grave que certains l'affirment mais il est par essence complexe. L'Union Européenne a subventionné 400 laboratoires à la hauteur de 70 millions d'euros pour évaluer les risques de dissémination des plantes transgéniques actuellement commercialisées. Les conclusions de cette étude qui n'a pas d'équivalent dans le monde ne sont pas alarmantes. Elles n'interdisent en rien l'exploitation des OGM mais recommandent certaines pratiques de cultures (déjà mises en œuvre pour des plantes classiques) et un suivi à long terme.

Ces conclusions ne sont pas vraiment surprenantes. La plupart des plantes cultivées ne se perpétuent que si on les sème et elles n'ont pas d'équivalents sauvages ou ne se croisent pas avec elles. Le Mexique, d'où vient le maïs, possède encore la plante sauvage d'origine, le téosinte. Celui-ci n'est pas contaminé par le maïs classique pourtant très répandu et cultivé depuis longtemps. Pourquoi le serait-il par le maïs génétiquement modifié ? Un colza naturellement résistant à un herbicide et cultivé depuis 20 ans en Australie n'a pas non plus conquis ce continent. Ces observations ramènent les risques à leur juste mesure mais elles ne sauraient en aucun cas permettre de se dispenser d'un examen au cas par cas de chaque OGM. Ces examens doivent être menés de manière approfondie et critique. Ainsi a-t-on observé récemment qu'un tournesol transgénique résistant à un ravageur donnait son transgène à ses homologues



sauvages mais sans que cela ait forcément de conséquences environnementales. La qualité d'une telle étude est aux antipodes de celles conduites par des expérimentateurs comme P. Pusztai qui prétendent que les OGM sont mauvais en s'appuyant sur un travail très préliminaire et impubliable. La démonstration que la toxine Bt décime le papillon monarque ne vaut pas plus cher et elle a été contredite par trois laboratoires indépendants.

L'Union Européenne a récemment retenu le taux de 0,9 % pour définir la présence d'un OGM dans un produit de l'agriculture conventionnelle. En dessous de cette valeur, le produit n'est pas considéré comme étant un OGM mais peut en contenir fortuitement. Cette valeur est comparable à celle classiquement retenue pour définir la pureté d'une semence. Les producteurs et consommateurs de produits biologiques n'ont pas de raisons de s'offusquer de cette réglementation, à moins de considérer que la présence d'un OGM est fondamentalement une souillure. Cet aspect du débat sur les OGM ressemble fort à un combat déguisé entre le bien et le mal inspiré par un créationnisme qui ne dit pas son nom.

Le consommateur va donc bénéficier d'un étiquetage et d'une traçabilité des OGM. C'est en réalité une mesure qui s'étend progressivement à l'ensemble de nos produits alimentaires indépendamment des OGM. Les leçons de la vache folle, qui ont révélé le manque de contrôle de certains de nos aliments, ont donc bien été tirées.

Conséquences économiques et sociales de l'utilisation des OGM

Les OGM sont la nourriture la plus surveillée qui soit et donc, a priori,

la plus sûre. Il faudra encore du temps pour que certains consommateurs prennent en compte les arguments rationnels qui indiquent que l'exploitation des OGM agroalimentaires n'est fondamentalement pas une activité à haut risque.

Le refus des OGM a bien d'autres raisons. Il n'a rien d'original. Toute nouveauté inquiète. Il se trouve toujours des radicaux qui ont des difficultés à suivre le progrès et qui s'enferment dans une attitude archaïque plutôt que d'évaluer sereinement les avantages et les inconvénients réels d'une invention.

Il est fréquent d'entendre que nous n'avons pas besoin d'OGM. Il est parfaitement exact que les OGM actuels n'ont pas d'intérêt pour les consommateurs puisqu'ils ont été faits pour les agriculteurs qui en tirent le meilleur profit (voir tableau ci-contre). Ce fait n'est pas pour rien dans le succès des OGM. La méfiance dominante actuelle de l'opinion publique ne signifie pas qu'elle a raison. Si on l'avait suivie, les vaccins, les trains et bien d'autres choses n'existeraient pas.

A travers les OGM, ce sont bien souvent la société et son excès de libéralisme qui sont visés. Un discours logique et serein consisterait probablement à considérer :

- 1°) que les OGM sont une des conquêtes de l'humanité et qu'ils sont désormais une réalité, que cela plaise ou non ;
- 2°) que leur usage actuel n'est pas encore complètement normalisé mais n'a pas engendré de problèmes sérieux ;
- 3°) que leur utilisation s'accorde bien avec une agriculture productive mais qu'elle peut tout aussi bien lui tourner le dos et qu'elle est une chance très significative pour les pays pauvres ;
- 4°) qu'ils peuvent apporter des solutions originales aux problèmes

Répartition des bénéfices des OGM

Agriculteurs	78%
Entreprises de biotechnologie	7%
Consommateurs	4%
Entreprises semencières	3%

de l'agriculture des pays développés mais qu'ils ne constituent pas dans tous les cas un réel progrès, etc.

Au lieu de cela, on prend les OGM en otage, ce qui n'est pas innocent. Pendant que quelques entreprises multinationales s'emparent des marchés et des brevets, les Européens perdent leur chance de proposer une autre manière d'exploiter les OGM et se mettent de plus en plus sous la dépendance de ces entreprises. Mais qu'importe, certains opposants n'hésitent pas à affirmer qu'ils sont convaincus que les OGM sont utiles et non dangereux, mais qu'à travers eux, ils combattent une société qu'ils veulent anéantir. Les OGM sont pour cela un bon terrain médiatique, rien de plus.

Les médias, dans leur très grande majorité, ont pris le parti des opposants, sans doute par opportunisme pour vendre leur produit, mais tout autant par manque de professionnalisme. Le journalisme suppose en effet que l'on s'informe en profondeur avant de prétendre informer les autres. Certains médias, et non les moindres, se placent en position d'ultime rempart contre une barbarie qui menace de détruire la terre et ses habitants ! Sous couvert d'un journalisme objectif se cache (à peine) une idéologie perverse qui ne sert même ●●●



dossier : Les métamorphoses du vivant

●●● pas les pays pauvres. Le refus de pays africains d'utiliser des OGM provenant des USA est éloquent à cet égard. Certains de ces pays semblent avoir réellement peur des OGM sur les avis de bien curieux conseillers. L'un de ces pays au moins, la Zambie, n'a également pas voulu prendre le risque de perdre les marchés européens essentiels à sa survie économique. Il est en effet difficile en pratique d'empêcher qu'une partie des graines transgéniques destinées à la consommation soient semées et conduisent aussi à la présence d'OGM dans des produits destinés aux Européens qui les refusent.

Il est difficilement supportable que des censeurs bardés de certitudes affirment avec force que les OGM ne peuvent pas apporter de solutions intéressantes à la malnutrition. L'enthousiasme excessif des inventeurs du riz doré supplémenté en vitamines A, dont le déficit rend aveugles et tue des dizaines de millions d'êtres humains chaque année, ne justifie pas l'acharnement des opposants contre ce projet. Son succès n'est en rien assuré mais il est de toute évidence redouté par certains opposants dont le fonds de commerce se situe plus dans le registre du malthusianisme actif que dans celui de l'altruisme.

Les multinationales qui détiennent actuellement l'essentiel des OGM ne sont ni plus ni moins vertueuses que les autres. La rapacité de certaines entreprises est indépendante de l'existence des OGM. La vocation des entreprises n'est pas de soulager les miséreux. Elles peuvent franchement leur nuire sans qu'on les y invite mais elles ne peuvent leur être utiles que si elles sont mandatées pour cela par la société avec tout ce que cela suppose.

Les arguments utilisés par les opposants aux OGM ne sont sou-

vent que des mensonges. Il n'est pas vrai que les OGM sont des poisons, qu'un blé contenant un allergène a dû être retiré du marché car il n'y est jamais arrivé. Il n'est pas prouvé que le maïs Starlink indûment proposé pour l'alimentation humaine contient un allergène dangereux. Il n'est pas vrai que les OGM résistants aux maladies contiennent des pesticides dangereux qui s'accumulent dans le sol et détruisent sa faune et que leur culture oblige à utiliser plus de pesticides ou d'herbicides chimiques. Il n'est pas vrai que le maïs transgénique Bt résistant à la pyrale détruit les autres insectes, ni qu'il a fait émerger des pyrales résistantes à la toxine Bt. Il n'est pas vrai que le Mexique est complètement et irréversiblement contaminé par du maïs transgénique. Il n'est pas vrai que les gènes de résistance aux herbicides sont passés dans les plantes sauvages. Il n'est pas vrai que le gène de résistance à un antibiotique se transmet aux bactéries du sol. Il n'est pas vrai que le système Terminator empêche les petits agriculteurs de rentabiliser leur semence car le système Terminator n'est qu'une curiosité de laboratoire et personne n'est de toute façon obligé d'utiliser les OGM (le maïs transgénique plafonne au dessous de 30 % aux USA). Il n'est pas vrai que les OGM sont une menace fondamentale contre la biodiversité. Il n'est pas vrai que les essais en champ sont des entorses au principe de précaution. Ils sont au contraire une application de ce principe puisqu'ils sont faits pour évaluer, sans risque, les méfaits éventuels de la culture des OGM à grande échelle. Il n'est pas vrai que les effets des OGM n'ont pas été testés sur des animaux. Il n'est pas vrai que les produits biologiques sont meilleurs pour la santé humaine ni plus goûteux que les produits

conventionnels. Il reste beaucoup à faire pour évaluer les réels avantages de cette forme d'agriculture pour les consommateurs et l'environnement. Ceux qui affirment le contraire le plus bruyamment ont des intérêts financiers directs dans la vente des produits biologiques et ils n'hésitent pas pour cela à diaboliser les OGM au mépris de toute logique scientifique. On pourrait encore allonger cette liste mais à quoi bon. Que vaut la stratégie d'un combat politique contre certaines injustices de la société qui doit à ce point s'appuyer sur le mensonge pour s'affirmer ? N'y a-t-il pas là des relents nauséabonds des pires moments du XX^e siècle ? Un document qui est disponible sur Internet va jusqu'à donner des conseils pratiques pour les candidats arracheurs d'OGM (http://fraternitelibertaire.free.fr/reserve/le_petit_de_contaminateur.pdf). Un des discours dominants et pourtant dépassé en vient à condamner la science et le progrès technique en tant que tels alors que de toute évidence tous les deux sont de plus en plus soumis au pouvoir de l'argent et non l'inverse. Les OGM se retrouvent ainsi à la pointe d'un anti-américanisme exacerbé qui se nourrit de l'ignorance de ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique (et d'aliments "sans OGM et sans ketchup"). Dans tout ce brouhaha, la mission des chercheurs, très souvent accusés de collusion avec les multinationales, n'est pas simple. Elle doit consister à explorer de nouvelles voies de recherche prometteuses pour l'humanité en évaluant les risques et non de condamner ou de promouvoir les OGM ou toute autre innovation. Il revient aussi aux chercheurs de dire le vrai et faux sans profiter exagérément de leur position privilégiée d'experts.

Louis-Marie Houdebine



Une philosophie des sciences impertinente pour rendre service aux scientifiques*

Trouver la juste position des intervenants est un exercice périlleux. Sont-ils là pour nous conforter dans nos opinions ou nos croyances, sont-ils là pour nous provoquer, pour nous apporter du prêt-à-penser ? Trouver la juste position des auditeurs n'est pas plus simple : entre séduction et exaspération, à quel moment une critique constructive peut-elle s'exprimer ? Au-delà des réactions passionnées qu'a suscitées l'intervention de Michel Tibon-Cornillot, l'approche par l'histoire des sciences propose une position intéressante. Nous baignons dans l'idée que la science est toute puissante et que tout ce que font les chercheurs est pour notre bien, pour le progrès de l'humanité. La science s'imposerait sans critique possible, ce serait une fatalité. Si on ne devait retenir qu'une seule chose de cette intervention c'est celle-ci : la science est le fruit d'une histoire, d'une succession d'événements, de choix, d'orientations. Elle n'est donc pas un bloc monolithique qui s'impose à nous comme un diktat divin. Il y a, il y a toujours eu, il y aura toujours d'autres voies possibles. Pour le reste, ne cédon pas à la séduction.

La démarche scientifique actuelle s'inscrit dans une histoire. En matière de génétique et d'embryologie, les découvertes actuelles sont passionnantes, mais elles induisent un contresens sur le mot programme, contresens qu'il faut dénoncer : la découverte du code génétique est liée au développement de l'informatique, et, spontanément, on crée une similitude entre le code informatique et le code génétique, l'un serait le modèle de l'autre.

Science moderne et interprétation mathématique du monde

Cette façon de penser trouve sa source dans l'antiquité et, plus proches de nous, chez des penseurs comme Descartes ou Galilée. Elle repose sur l'idée que la nature est faite de chiffres et de nombres, que le monde est mathématique. C'est un postulat qui a permis un remarquable développement

des sciences et des techniques, mais qui, aujourd'hui, par rapport aux performances actuelles, donne le sentiment intuitif que c'est une catastrophe et provoque une peur de la modernité.

Tout un courant reconnu de la philosophie des sciences apporte un soutien inconditionnel et respectueux aux sciences et aux techniques modernes.

Face à ce courant, il est urgent de développer une philosophie de l'insolence qui se donne le droit et le devoir d'étudier toutes les questions avec esprit critique. La philosophie de l'insolence se doit de poser les questions radicales, et d'explorer d'autres voies.

La fabrique du vivant intelligible est d'origine latine. Dans le contexte latin, on porte un regard très particulier sur le vivant en le réduisant à une machine. Le biologique fonctionne sur le modèle de la physique. C'est ce refus des frontières entre vivant et inerte qui est à l'origine du développement des sciences modernes. Pour Descartes, il n'y a pas de différence entre un automate et un organisme vivant : l'un comme l'autre peut se réduire à un assemblage d'éléments primitifs. Ce mouvement de réductionnisme constitutif s'oppose à la

position des « vitalistes ». En biologie, il a fallu un certain temps pour que ce mouvement s'impose.

La dissection des cadavres a été la première étape à franchir. Rigoureusement interdite et condamnée par les théologiens, elle représente une révolution fondamentale et la victoire de la volonté de savoir.

Ensuite est née la notion d'organe, puis celle de tissus. Bichat ne croyait pas à l'atome dans l'organisme vivant. Puis, on a réussi à isoler la cellule, le premier atome vivant et, à la fin du XIX^e siècle, avec la recherche des constituants moléculaires, il est apparu que Descartes avait raison.

Le développement de cette discipline et l'action sur le vivant qu'elle permet rendent l'homme maître et possesseur de la nature.

Sur la question de l'hérédité, les recherches ont commencé également à la fin du XIX^e siècle, en posant comme postulat de départ que « tout ce qui arrive à la cellule est déjà dans la cellule ». Cela a été le début de la génétique moléculaire, avec la recherche d'une structure moléculaire porteuse d'information. Le réductionnisme appliqué ●●●

* Propos mis en forme par Catherine Bachellier à partir de la conférence de Michel Tibon-Cornillot.



dossier : Les métamorphoses du vivant

●●● au vivant marche parfaitement. Séduit par une telle efficacité, la science moderne a choisi Descartes contre Montaigne¹.

Les techniques précèdent la recherche scientifique

Les techniques sont plus anciennes que la science. D'après les théories en paléontologie, l'homínisation des primates s'est faite avec la création de « l'outil détachable », ce qui fait de l'homme un « animal » bien particulier. Aucune espèce n'a intégré qu'elle doit s'autolimiter. La limitation est dans le système proie-prédateur. Or, avec l'outil, l'homme sort de la spécificité animale sans modification génétique. Il appartient à un éco-système mais n'est pas limité par lui. Avec ses outils, il parcourt toutes les niches écologiques et en prend possession sans limite, au point qu'il se met lui-même en danger. Les systèmes techniques de la modernité ne sont pas bons pour les homínies eux-mêmes.

«Les mathématiques ont une dimension ontologique. Elles sont le langage de la nature créée par Dieu. »

En opposition avec les Thomistes et Néo-Aristotéliens qui pensent que la nature s'inscrit dans des cycles de « générations – corruptions », fluctue et se transforme et surtout ne peut pas se réduire à l'immuabilité mathématique, Galilée veut démontrer que son postulat est vrai. Dans l'étude des astres on peut appliquer le langage mathématique. Est-ce qu'on peut le faire dans tous les domaines de la recherche ? Il pense que oui. « Tout est mathématique, mais nous n'avons pas les mathématiques pour rendre compte de tout. » La question reste posée : Jusqu'où peut-on mathématiser la réalité ? Par exemple il n'y a pas de modèle mathématique pour analyser la houle ni pour expliquer le

placage du rideau de douche...

Cependant, Galilée, en réalisant la première expérimentation pour prouver la loi de la chute des « graves », a inventé le premier laboratoire d'expérimentation. Actuellement, face à l'omniprésence de la créativité technique, on s'inquiète car la mathématisation des objets génétiques n'est pas possible. Les chercheurs sont dans l'incompréhension totale des mécanismes du clonage. Ils ne travaillent que sur des hypothèses et des statistiques. Le génie génétique propose des actions sur des milliers d'ADN. Dans ce domaine, la recherche fondamentale est quasi impossible. On reste dans le noir, mais la technique permet des résultats alors qu'on ne sait rien sur ce qui se passe. Le passage à la médecine qui nous concerne tous pose problème. Ces découvertes intéressent les gens de l'industrie. On obtient des résultats sans passer par la recherche fondamentale. La recherche est commanditée par des industriels et des financiers en vue d'une application immédiate sur le marché.

La science et les techniques ont « les mains sales »

L'expérimentation n'est pas vérification d'une hypothèse mais création d'un nouveau monde. Les laboratoires, face à la cohue des choses, créaient un monde totalement rationnel et contrôlé. En même temps ils créaient une frontière entre le monde réel et le monde de l'expérimentation et donc une protection. Lorsque l'expérimentation sort des laboratoires et s'installe directement dans les champs, les OGM cultivés à titre expérimental en plein champ par exemple, elle transgresse ses frontières protectrices et perd le contrôle. Le franchissement de la frontière entre laboratoire et monde réel est toujours préjudiciable à l'homme. L'histoire terrifiante de l'eugénisme en Angleterre ou celle de la castration systématique des malades mentaux dans quarante états des Etats-Unis.

Trop souvent, les découvertes et les progrès de la science se sont appuyés

sur des catastrophes ou des manipulations effectuées au mépris de la personne humaine.

La naissance des sciences modernes se situe à l'articulation des XVI^e et XVII^e siècles, dans un monde apocalyptique, soumis aux guerres et aux famines, marqué par le début de la colonisation et de l'esclavage des Africains.

Dans ce contexte effrayant, Montaigne prône un rejet violent de la modernité.

Au nom de sa supériorité technique et de son besoin de développement, l'homme occidental s'est autorisé les pires atrocités sur la nature et sur ses semblables n'hésitant pas à inventer des théories scientifiques pour justifier son action. (Par exemple, selon Hannah Arendt, les anthropophages n'ont jamais existé, c'est une invention des Occidentaux pour justifier et légitimer l'esclavage).

Aujourd'hui, comme autrefois, tout le monde est convoqué à accepter le mode de vie de l'Occident. Les sciences et les techniques sont un substrat du colonialisme moderne.

Ce monde-là arrive en bout de course. Plus rien n'est à sauver dans ce système. On en viendrait presque à « attendre », « espérer » une apocalypse qui obligerait le monde à se reconstruire sur d'autres bases.

En attendant, une philosophie des sciences impertinente peut rendre service aux scientifiques eux-mêmes en les aidant à évacuer les questions qui masquent ou tordent la réalité. Elle peut aussi permettre à tout un chacun de garder une attitude critique à l'égard du monde que nous offrent les scientifiques et les chercheurs modernes.

C'est un sujet d'étude pour des gens, scientifiques ou non, qui s'intéressent à l'épistémologie, revenir vers la période pré-scientifique, reprendre Aristote, comprendre ce qu'on a perdu ou abandonné en choisissant Descartes contre Montaigne, la réduction mathématique du vivant plutôt que la recherche du sens et la sensibilité. ■

1 - Il est à regretter que Michel Tibbon-Cornillot n'ait pas développé l'opposition entre Descartes et Montaigne, ni d'ailleurs expliqué qui étaient les « vitalistes » dont il a parlé dans le début de son intervention et dont il reparlera par la suite.



Merci aux organisateurs de l'Université d'été à la fois pour le choix du thème et pour son traitement qui aura permis de nombreux échanges.

Je garde de ces journées deux impressions fortes : la difficulté aujourd'hui à penser le vivant et un questionnement sur mon positionnement, personnel et militant. Que penser de la croissance toujours plus rapide de la connaissance sur le vivant et de ses applications souvent vertigineuses (abyssales) ? Espoirs déçus : je quitte cette Université d'été avec encore plus de questions et aucune certitude. Si, quand même, quelques unes dont celle-là : exercer ma vigilance citoyenne, et ce, dès le matin : mon bol de céréales, avec ou sans OGM ? le café, commerce équitable ou transgénique ? filtre à café et sucre, blanchis aux produits polluants ou écolos ? la cafetière, branchée sur la centrale nucléaire ? J'arrête là, dégoûté de m'apercevoir que cette question du vivant nous submerge dans tous nos actes de la vie quotidienne. Et puis, notre confort nous colle tellement à la peau que l'on préfère considérer les questions, quand on veut bien se les poser, comme soit relevant du développement normal de la civilisation (on n'arrête pas le progrès), soit relevant de choix strictement personnels (vie privée), soit, enfin, relevant de logiques économiques, techniques, scientifiques, politiques qui imposent leur diktat et sur lesquelles il serait illusoire de vouloir peser.

Alors, en attendant la grande catastrophe, nous pourrions faire le choix militant de militer sur l'obligation d'exercer notre vigilance citoyenne par la mise en débat public de questions qui ne relèvent pas simplement de la bioéthique mais de choix de société. Voilà me semble-t-il un beau projet pour notre mouvement d'éducation populaire.

Pascal Denis



Alter-mondialisation, éducation populaire

Face aux bouleversements opérés dans de nombreux domaines au sein de l'ère de la mondialisation, et notamment dans les technosciences (génétique), dans l'objectif de « mieux agir » pour construire des sociétés plus humaines et émancipatrices, l'éducation populaire ne doit-elle pas se réorganiser méthodologiquement (aspects, points de vue, contradictions), pédagogiquement et politiquement pour favoriser la compréhension complexe des transformations du réel au lieu de sombrer dans la désorganisation mortifère engendrée par le « déferlement » exponentiel de fantasmes apeurés sur la décomposition génétiquement programmée de l'humanité ?

Nous vivons un processus de modernisation radicalisée (individualisation, rationalisation et différenciation sociale) ou plus exactement dans une « société du risque » (U. Beck, 1986). Ce type de société (F. Ascher, 2001) se définit notamment par le refus de ne pas avoir de prises sur les choses et donc par la volonté de rationaliser et de contrôler l'avenir que cette société produit elle-même. En « institutionnalisant le doute », il s'agit alors de maîtriser et de domestiquer les événements non désirés, les menaces et les dangers. Il s'agit d'une « société réflexive » (A. Giddens, 1994) où, pour faire face aux incertitudes devenues de plus en plus insupportables depuis la sortie de l'ère de la fatalité (désenchantement du monde) et l'entrée dans la modernité puis dans la mondialisation, la mise en

œuvre d'une politique de « gestion des risques » et l'application du principe de précaution¹ sont plébiscitées. En fait, la « société du risque » (P. Perreti-Watel, 2001) craint les mouvements de dérégulation sociale rapprochant ainsi le concept de risque² de celui d'ordre social.

De l'anti-globalisation...

Face à toutes ces transformations quelquefois brutales, les sentiments de crainte, de peur et d'angoisse devant tant de changements sont compréhensibles et même salutaires. En effet, il est légitime que des personnes et des groupes conscientisés, de plus en plus informés sur les risques qu'encourt la planète, soient inquiets pour leur avenir et celui de leurs enfants. D'ailleurs, lorsque l'on additionne tous les

dangers qui menacent actuellement la vie sur terre - la destruction des grandes forêts, la pollution de l'air et des mers, les guerres économiques et identitaires, les extrémismes religieux, le terrorisme, le libéralisme, le racisme, certaines manipulations sur le vivant, etc. -, il n'est pas déraisonnable de se demander si ce n'est pas le sort de l'humanité tout entière qui est en jeu.

Dans ce contexte, une « minorité active » de citoyens du monde agissant au nom de la société civile, se sentant pas ou mal représentée par les responsables politiques au pouvoir accusés de privilégier les intérêts capitalistes d'une élite cosmopolite, se rebiffe et demande que l'on entende ses inquiétudes et ses revendications à l'échelle locale, nationale et internationale. Légitimement, ces militants affirment que « le monde n'est pas une marchandise ! ». L'idée centrale de ces personnes plus ou moins organisées est que le processus de mondialisation (explosion des flux des hommes, des biens et des services, expansion des réseaux de communication, développement d'un espace économique global et autonome de compétition, porosité des frontières, dislocation des régulations internes aux Etats, etc.) est avant tout au service des capitalistes dont la base idéologique et géographique se situe aux Etats-Unis (P. Moreau Defarges, O. Dollfus). Rapidement, ces activistes sont médiatisés comme étant des opposants à la « globalisation ». Les journaux parlent alors de mouvements « anti-mondialisation » pour



ou résistance populiste ?*

* Cet article est une réaction à « froid » et sans concession faisant suite à l'Université d'été 2003 de l'Union Peuple et Culture.

désigner tous les groupes, les structures associatives, civiques et politiques qui refusent « l'américanisation » et l'uniformisation du monde. L'ensemble de ces collectifs disent tout simplement non à un espace mondialisé basé principalement sur des échanges économiques dérégulés et le profit. S'opposant aux logiques financières de multinationales industrielles, dans les domaines agroalimentaire, pharmaceutique et militaire notamment, mais aussi à celles d'Etats néo-colonialistes et impérialistes, ils disent vouloir défendre les « petits » (producteurs agricoles, minorités, ouvriers, fonctionnaires...) face aux « gros » (Etats, industriels...) qui détruisent le monde au nom d'une idéologie hyper-productiviste et d'intérêts particuliers. Ainsi, pour résister à l'instrumentalisation de la planète, ces mouvements « anti-globalisation » se font notamment connaître en organisant de grandes manifestations, des contre-sommets lors des rencontres inter-étatiques (G8, OMC...). C'est durant ces événements que des leaders charismatiques émergent sur la scène médiatique et qu'ils deviennent des icônes, les figures de proue des « nouveaux » combats internationalistes. En France, José Bové, syndicaliste de la Confédération Paysanne, se fera ainsi connaître, incarner, craindre et respecter après le démontage d'un Mc Donald, firme américaine spécialisée dans la vente de « hamburgers », symboles du capitalisme triomphant et de la « mal-bouffe ». En fait, tous ces groupes militants affirment incarner des « contre-pouvoirs

populaires » dont les objectifs sont notamment de faire pression sur les responsables politiques qu'ils jugent sous l'emprise des groupes économiques libéraux dont la volonté est avant tout de commercialiser la « terre mère » (agriculture, services publics, éducation...).

... A l'altermondialisation

Par conséquent, les premières grandes contre-manifestations de rue (Davos, Seattle, Gênes...) organisées par une pluralité d'opposants à la mondialisation à chaque fois que les représentants des grandes puissances se rencontrent pour, pensent-ils, décider du sort de la planète, apparaissent être une stratégie utile et nécessaire pour visibiliser leur combat. Cependant, très vite, des tensions, des conflits puis des violences parfois extrêmement dures éclatent non seulement entre les manifestants et les forces de l'ordre qui défendent les pouvoirs établis justement contestés par les acteurs « anti-mondialisation » mais également entre les activistes eux-mêmes. Il apparaît dès lors que ce qui rassemblait et semblait unifier cette nébuleuse d'acteurs protestataires appelée un peu abusivement mouvement social (A. Touraine (dir.), 1996) n'était qu'une chimère. Cette union de circonstances était en fait essentiellement basée sur un sentiment collectif de révolte, une grande envie de crier NON ! face à l'incompréhension des métamorphoses du monde (multiplication importante du nombre d'êtres

humains à l'échelle planétaire, croissance des villes...).

Dans la pratique, parmi ces groupes « anti-mondialisation », aux deux extrémités des positions revendiquées, d'un côté, certains s'identifient à la tradition progressiste « socialiste » et « sociale-démocrate ». Ceux-ci veulent généralement protester de manière pacifique en allumant des « contre-feux » (P. Bourdieu, 1998 ; 2001) pour résister à la logique libérale. Leur premier objectif est de favoriser la régulation politique et celle des échanges économiques ainsi que la constitution de règles sociales respectées partout sans pour autant remettre totalement en question l'ordre social et économique mondial (forums sociaux).

D'un autre côté, des acteurs beaucoup plus radicaux revendiquent une filiation révolutionnaire ●●●

1 - Il s'agit du principe selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas empêcher l'adoption de mesures effectives et adaptées visant à prévenir un risque de dommages graves. Par ailleurs, le principe de précaution renvoie fortement à la notion de responsabilisation. En effet, contrairement au principe solidariste de la société assurancielles qui préconisait surtout une indemnisation des dommages, le principe de précaution ne remet pas en question l'indemnisation mais cherche le responsable d'un dommage pour le punir pénalement. L'incertitude des connaissances, non seulement n'excuse rien, mais doit en plus inciter à plus de prudence.

2 - Du bas latin *risicus* ou *riscus*, du latin *resecare* (couper), l'étymologie du mot est discutée entre ceux qui pensent qu'il provient de l'espagnol *riesgo* ou de l'italien *risco* et désigne d'abord l'écueil menaçant des navires et par extension tout ce qui représente un danger, et ceux qui privilégient une provenance associée au roman *rixicare* qui signifie se quereller, évoquant ainsi l'idée de combat et par conséquent la notion de danger. Quoi qu'il en soit, malgré les incertitudes sur la naissance du mot *risque*, aujourd'hui, le plus souvent le *risque* représente un hasard, un péril, un danger éventuel, un inconvenient plus ou moins prévisible que l'on cherche à éviter.



dossier : Les métamorphoses du vivant



Ces photos et les suivantes, réalisées par Jean-Luc Menu, représentent les productions de l'atelier arts plastiques animé par Yann Le Crouhenec.

●●● et n'hésitent pas quelquefois à exprimer violemment leur volonté farouche de renverser les pouvoirs établis qu'ils jugent trop inégalitaires et conservateurs ou au contraire trop égalitaristes et modernistes. Ce courant absolutiste, voire fondamentaliste, est très hétéroclite puisqu'il rassemble notamment des militants anticapitalistes de tradition libertaire, trotskiste, nationaliste et environnementaliste mais également des militants religieux hyper-orthodoxes ; en revanche tous sont mus par l'envie d'en découdre avec l'establishment des sociétés occidentales ou en voie d'occidentalisation qu'ils estiment illégitimes, voire impures.

Devant ce constat, l'existence d'une opposition dichotomique au sein du mouvement « anti-mondialisation », pour tenter de sortir de cette impasse négativiste, quelques personnalités et collectifs se considérant comme les fers de lance du « mouvement anti-mondialisation » (ONG, syndicats, associations humanitaires...) mais ne voulant pas apparaître comme passésistes, protectionnistes, nationalistes ou même extrémistes proclament alors qu'ils ne sont pas ontologiquement contre la mondialisation. Effectivement, ayant conscience que la multiplication des échanges entre les hommes peut enrichir l'humanité au lieu de l'affaiblir et même favoriser la

construction d'un « village planétaire », ils préfèrent dorénavant se définir comme « alter-mondialistes » et affirment donc qu'ils sont des internationalistes d'un nouveau genre.

L'émergence d'une pensée apocalyptique et mortifère

Au sein de l'histoire récente de la mouvance altermondialiste, ce changement d'appellation a véritablement permis de clarifier les choses :

- il s'agit d'un mouvement hétérogène ;
- il existe une différence certaine entre des « anti-mondialisation » plutôt traditionalistes, violents et repliés sur eux-mêmes et des altermondialistes théoriquement motivés par la construction d'un monde multiculturel ouvert, démocratique et plus humain car n'étant pas organisé par l'obsession de l'argent et l'appât du gain. Dans les faits cependant, la réalité reste beaucoup plus opaque. Il semble en effet qu'au sein de la nébuleuse altermondialiste, d'une part, les tensions, voire les oppositions, entre les réformistes et les « rupturistes » persistent souvent au profit des seconds, et d'autre part, face aux importantes transformations contemporaines, ce mouvement est fondamentalement dominé par la peur du changement.

Cette dynamique pusillanime engendre dès lors des logiques paranoïdes et obscurantistes mais génère également des réflexes de retrait qui simplifient la complexité du monde. En effet, tout ce qui n'est pas directement compris est purement et simplement vécu négativement et interprété comme un signe avant-coureur démontrant que la planète est en péril. Dans ces circonstances, les

représentants « classiques » du changement (scientifiques, responsables politiques, intellectuels...) sont accusés de porter atteinte à l'intégrité du genre humain tout entier. Ainsi, sous prétexte que certains progrès de la science ont été mal contrôlés et mal utilisés dans le passé et qu'ils le seront certainement encore dans l'avenir par des Etats totalitaires ou démissionnaires, des entreprises et des individus peu scrupuleux, des personnes en arrivent même à condamner la dynamique scientifique tout entière (OGM = fin de l'humanité et de la biodiversité), le processus de rationalisation, la modernité, voire l'Occident qui, dans une approche très « tiers-mondiste » héritée des années soixante-dix où le « gauchisme » était alors en pleine effervescence, est accusé de tous les maux passés, actuels ou futurs.

Dans l'intérêt de chacun, il apparaît pourtant primordial de ne pas associer les déficits criants de la régulation politique et éthique accompagnant les progrès de la science dans la mondialisation qui, sans contrôle démocratique, peuvent effectivement engendrer des problèmes fondamentaux pour l'avenir de l'humanité, avec la science elle-même. Ainsi, par exemple, pourquoi diaboliser les recherches sur la génétique des plantes, des animaux et des êtres humains alors que les effets néfastes et probables de la commercialisation et de l'industrialisation de la « manipulation » du vivant basées sur des avancées scientifiques en matière de recherche génétique sont avant tout d'ordre politique et pas directement scientifique. Cela dit, une telle affirmation ne dédouane nullement les chercheurs de leur responsabilité éthique et déontologique (A. Fargot-Largeault).



En effet, ce n'est pas la technique scientifique qui doit imposer les choix de société d'aujourd'hui et de demain (Esprit, 2003) mais bien des décisions politiques (loi de bioéthique). Comme le souligne J-C. Guillebaud commentant les idées du philosophe L. Strauss³ lorsqu'il critiquait le nihilisme allemand, « la science et la technique ont simplement une dimension économique et politique qui justifie qu'elles soient régulées, c'est-à-dire contenues dans les limites d'une volonté démocratiquement exprimée. » (J-C. Guillebaud, 2003, p. 137.)

Malgré tout, soi-disant pour contrer les effets négatifs de la modernité, des altermondialistes, dont certains sont engagés dans une dynamique extrêmement ouvriériste ou « paysaniste », pensent qu'il faudrait revenir aux valeurs essentielles de nos ancêtres ou des peuples « archaïques » dont on mythifie allègrement les valeurs considérées comme plus authentiques et plus proches de la « nature ». En outre, l'amalgame et l'invective sont souvent de rigueur chez ces militants : leur tentation est en effet grande de désigner tout ce qui ne va pas (chômage, guerres, racisme, maladies, délinquances, violences, pollution, etc.) comme étant la conséquence quasi unique de la mondialisation, ce qui leur permet en même temps de se déresponsabiliser à bon compte. Ces « alter-pessimistes » sont d'ailleurs souvent des adeptes de la « théorie du complot » qu'ils associent à une multitude d'identités stigmatisées (sionistes, Américains, Occidentaux...) responsables de la plupart des malheurs du monde (« le virus du sida aurait ainsi été inventé par l'homme »).

En définitive, alors que les acteurs qui se reconnaissent dans le

combat altermondialiste (par ailleurs légitime et indispensable s'il s'agit d'édifier démocratiquement, politiquement, culturellement et économiquement une « autre société » transnationale basée sur le respect de tous les êtres humains) peuvent emprunter au moins deux voies :

- participer à la constitution exigeante de « mouvements sociaux et culturels » de repolitisation, de conflictualisation et de réenchantement du monde ;
 - œuvrer à la construction d'« anti-mouvements » dominés par la peur, le repli sur soi, le sectarisme, voire la violence et le terrorisme.
- Il semble, hélas, que beaucoup d'entre eux choisissent le second chemin.

Or, en rejoignant cette mouvance « altermondialiste malheureuse », ces acteurs donnent les apparences de se battre pour plus d'humanité mais finalement cèdent à la facilité d'une résistance au changement, d'une lutte « politiquement correcte » narcissique, autodestructrice et plaintive, où ils sombrent dans le défaitisme et le catastrophisme. Dans cette perspective, de fait, contrairement à ce qu'ils veulent laisser entendre lorsqu'ils revendiquent des modes de vie alternatifs, ces personnes ou ces groupes contestataires ne contribuent pas au maintien de la diversité mais expriment plus exactement un repli sur soi : la certitude xénophobe que le monde extérieur est mauvais et dangereux nécessitant donc qu'on s'en protège. Dès lors, comme on l'a déjà souligné, à l'instar des militants d'extrême droite qui trouvent des boucs-émissaires immigrés ou étrangers pour expliquer les causes de l'augmentation du chômage au sein des sociétés capitalistes, ces « alternatifs » dénoncent la mondialisation et ceux qui l'incarnent comme la source de



tous les malheurs présents et à venir. Cependant, cette logique de dénonciation que l'on peut qualifier de « mortifère » aboutit à jeter le discrédit sur tous ceux qui refusent de penser les métamorphoses, notamment dues au passage d'une société industrielle à une société de communication, uniquement de façon manichéenne et qui n'acceptent pas non plus de confondre le principe de précaution (M. Hunyadi) avec le conservatisme et l'immobilisme.

La décomposition de l'éducation populaire

Tout ce débat hautement polémique et agonistique est très présent dans le champ de l'éducation populaire :

- des organisations altermondialistes récentes revendiquent en effet appartenir à ce mouvement pédagogique historique ;
- des militants de mouvements anciens d'éducation populaire s'identifient aux organisations altermondialistes émergentes et semblent séduits par leurs discours hyper-critiques et déterministes.

Or, c'est dans cet espace que, s'appuyant sur la peur et le sentiment d'impuissance de nombreux militants confrontés à la complexification de l'hyper-modernité, des « oiseaux de mauvais

3 - « Les piliers de la civilisation sont (...) la morale et la science, et tous les deux ensemble. Car la science sans morale dégénère en cynisme, et détruit ainsi les bases de l'effort scientifique lui-même ; et la morale sans la science dégénère en superstition et risque de se muer ainsi en cruauté fanatique. » (Léo Strauss, *Le nihilisme allemand* cité in J-C. Guillebaud, op. cit.)



dossier : Les métamorphoses du vivant



●●● augure », des manipulateurs d'idées surfent sur ces craintes et en profitent pour divulguer des croyances haineuses et morbides qui néanmoins paraissent plaire à une proportion non négligeable d'acteurs déboussolés de l'éducation populaire, pourtant traditionnellement porteuse d'espoir. Ainsi, lors de la dernière Université d'été de l'Union Peuple et Culture⁴ portant sur « les métamorphoses du vivant », on a pu entendre un conférencier se définissant comme « philosophe » dire en substance que :

- l'attentat meurtrier du 11 septembre 2001 contre les tours du « World Trade Center » de New York n'était que le « juste » retour de la politique islamophobe internationale américaine ;

- il serait souhaitable que les cultures OGM autorisées aux Etats-Unis conduisent à une catastrophe sanitaire faisant des millions de morts afin de donner une leçon aux Américains jugés arrogants et de les obliger à changer de politique.

Pour autant, de tels propos déshumanisants n'ont pas empêché que beaucoup de participants appa-

remment fascinés par l'orateur applaudissent le messager de ces pensées nauséabondes indiquant ainsi le degré de délitement dans lequel se trouve une partie de l'éducation populaire. En fait, ce qui paraît le plus inquiétant c'est que ces personnes applaudissaient, souvent inconsciemment, l'idée jusqu'au-boutiste et nihiliste qu'au lieu d'assister passivement au spectacle d'un monde « décadent » et amoral, il vaudrait mieux agir activement à sa destruction en se débarrassant de tous ceux qui le souillent (scientifiques, intellectuels...) pour rebâtir un « nouvel ordre » mondial épuré et « moralement acceptable ». Paradoxalement, il semble donc que face à un avenir jugé inévitablement très noir par des personnes se sentant vulnérables, les paroles apocalyptiques et chaotiques les séduisent au point que certaines d'entre elles ont même exprimé pendant le temps de l'Université leur plaisir de se laisser guider vers le « côté obscur de la force »⁵.

Pourtant, l'histoire contemporaine nous a appris que lorsque l'on ne réagit pas immédiatement et vigoureusement contre ceux (pseudo-intellectuels, mouvements politiques et culturels) qui divulguent l'idée que le monde étant pourri, malsain et hypocrite, il faut le « purifier », la démocratie et le genre humain courent à leur perte (H. Arendt). En effet, les groupes fascistes puis nazis restent les figures meurtrières emblématiques des « mouvements sociaux » adorateurs de la mort (les Franquistes ne criaient-ils pas « viva la muerte » lorsqu'ils partaient à l'assaut de Barcelone défendue par les anarcho-sindicalistes épris de liberté et de justice). Ce processus de séduction vis-à-vis des forces antidémocratiques et purificatrices n'est donc pas nouveau ;

en revanche, ce qui apparaît inédit et très surprenant, c'est la position actuelle de nombreux militants de l'éducation populaire attirés par les idéologies mortifères.

Une usurpation révisionniste de l'histoire

Pourtant, sans pour autant mythifier le passé, durant la seconde guerre mondiale (B. Cacérés, 1964), face aux violences nationales-socialistes ou d'extrême droite, après une période de stupeur, de nombreux mouvements politiques, culturels et pédagogiques promoteurs de la vie (A. Malraux) ont néanmoins su émerger pour sauvegarder l'espoir d'une humanité plus juste et démocratique. Dans cette mouvance, aux côtés de militants politiques (anarchistes, communistes, socialistes, patriotes), des acteurs de l'éducation populaire, et parmi eux, les fondateurs de Peuple et Culture, sont apparus afin de « résister », quelquefois les armes à la main, aux agresseurs porteurs d'humiliation et de mort. Il était urgent à cette époque de ne pas accepter la vision « exclusionnaire », concentrationnaire et profondément pessimiste du monde des « forces de l'axe ». En s'aidant de leurs croyances humanistes, ces acteurs ont alors réussi à s'armer physiquement, intellectuellement et méthodologiquement pour tenter de sauver le sort de l'humanité. Actuellement, cependant, on a vu que des acteurs se réclamant de ces mouvements historiques confondent les actions héroïques de résistance de leurs aînés contre la barbarie avec leurs propres actes de « résistance » avant tout liés, non pas à leur volonté optimiste de transformer leur environnement, mais à leur peur panique des métamorphoses techniques, sociales, culturelles et politiques qualifiées

4 - Université d'été, 27-31 août 2003, Crupies, Drôme.
5 - Certes, il s'est trouvé quelques participants, militants d'éducation populaire, pour interrompre le conférencier et protester, l'un d'eux déclarant notamment : « contrairement à ce que vous dites, la possibilité d'agir sur un plan politique existe encore », mais l'intervenant s'étant réapproprié le temps prévu pour la discussion, l'espace n'existait plus pour l'expression indispensable d'une pensée critique et aucun débat - et c'est bien regrettable - n'a trouvé lieu.



de « déferlement ». En effet, alors que les premiers croyaient en la capacité des hommes de bonne volonté à transformer les choses pour plus de justice et d'égalité, les seconds apparaissent surtout désabusés et résignés. Ainsi, alors qu'ils revendiquent une filiation « naturelle » avec les créateurs de l'éducation populaire, dans la réalité ces acteurs « anti-modernes » opèrent une cassure avec les idées tournées vers l'espérance et le mouvement.

Nous assistons en fait à un véritable détournement du patrimoine historique et idéologique des promoteurs de l'éducation populaire.

L'éducation populaire est, en effet, fondamentalement le produit de la modernité (A. Touraine, 1992). Face au « désenchantement du monde » (M. Weber, 1959), compris comme la fin des croyances magiques associées à la perte du sens de la vie engendrée par les processus de rationalisation, à l'instar des premiers sociologues (R. A. Nisbet), pétris de culture philosophique, surtout celle des Lumières, les fondateurs de l'éducation populaire - il est vrai quelquefois habités par une idéologie scientiste naïve ainsi qu'une foi dans les idées marxistes et fonctionnalistes peu propices au respect de la subjectivité des acteurs (M. Boucher, 1998) - voulaient néanmoins faire front aux bouleversements heureux et malheureux dus au développement de la société industrielle en demeurant toujours constructifs. Pour parvenir à plus de liberté et de justice, tous ces militants croyaient fondamentalement, en fait, en l'efficacité de l'action collective, de la responsabilité individuelle et de l'éducation tout au long de la vie. Hostiles aux inégalités et aux violences (guerres, génocides, ethnocides, colonialis-

me, exploitation...) qui ponctuèrent l'histoire mouvementée et tourmentée de l'ère industrielle, peu furent ceux de l'« éduc-pop » qui cédèrent alors au désespoir ; au contraire, pour saisir tous ces maux et les dépasser, ils redoublèrent d'efforts pour comprendre ces processus en se nourrissant d'une culture protéiforme, en privilégiant une démarche dialectique mais également en promouvant des méthodes pédagogiques afin d'articuler leurs réflexions théoriques et leurs actions humanistes et progressistes (aspects, points de vue, contradictions). Dans tous les cas, devant l'incertitude propre aux sociétés modernes, les paris de l'intelligence et de l'ouverture furent toujours plébiscités. Ainsi, au lieu de s'opposer viscéralement et unilatéralement aux multiples bouleversements qui renversaient pourtant les anciens contrôles sociaux, ces militants cherchaient surtout à recomposer des solidarités et à développer le « sens critique »⁶ des acteurs.

Par conséquent, en comparaison avec la « vieille école », n'assistons-nous pas déjà depuis plusieurs années à la déqualification, voire à la décomposition quasi-totale des mouvements d'éducation populaire actuels ? Par ailleurs, des structures dites d'éducation populaire ne sont-elles pas en train de changer leur projet associatif au point de devenir des mouvements de « résistance populiste » ?

Les raisons principales de cet étiolement sont alors à rechercher, d'une part, du côté de la précarisation et de l'instrumentalisation du secteur associatif par les pouvoirs politiques successifs qui, depuis plusieurs décennies, utilisent ces structures essentiellement pour maintenir la paix sociale (M. Boucher, 2003). Cependant,

Vient de paraître

Dans le débat politico-médiatique actuel portant sur la laïcité et l'insécurité, les jeunes des quartiers populaires sont souvent montrés du doigt comme les principaux auteurs de désordres. Or, ces questions de société sont suffisamment importantes pour mériter une approche moins stéréotypée. C'est ce que propose le livre *Emergences culturelles et jeunesse populaire* (collection Débats Jeunesse, L'Harmattan, décembre 2003) publié sous la direction de Manuel Boucher et Alain Vulbeau.

en procédant de la sorte, les responsables politiques participent à la déconstruction des mouvements intermédiaires pourtant essentiels pour favoriser la cohésion sociale et maintenir la croyance en un monde plus équitable et fraternel.

D'autre part, les acteurs actuels de l'éducation populaire sont également co-responsables de cette situation. En effet, certains d'entre eux se laissent aller à une paresse intellectuelle, à un manque d'exigence vis-à-vis des apprentissages théoriques et poli-

6 - « Avoir l'esprit critique, c'est vouloir comprendre avant d'accepter, pouvoir juger pour choisir une option. L'esprit critique suppose une information nette et précise, orientée tout autrement que ne le sont presque toujours les informations d'une presse avide de sensationnel beaucoup plus que de vérité. L'esprit critique suppose la maîtrise de soi pour atteindre un jugement calme, vraiment éclairé. Il s'appuie, tout simplement, sur le bon sens ; ce bon sens solide que l'homme normal porte en lui. Certes, ce travail de critique exige un effort ; il est plus facile de croire et de répéter que de chercher à comprendre. Mais c'est justement cet effort personnel qui est le début de l'émancipation véritable. Il peut s'exercer, cet effort de critique, quotidiennement, à la lecture du journal. Quel pas important serait déjà accompli si chaque travailleur, au lieu de parcourir avec fièvre son journal pour y trouver le reflet de ses propres passions, y cherchait vraiment de quoi mieux comprendre et mieux juger les faits, en connaissant leurs causes profondes, en analysant la personnalité de ceux qui ont en main les rênes d'un pays. Une fois éveillé, l'esprit critique progresse de lui-même. C'est pourquoi nous ne répéterons jamais trop à nos camarades : comprendre d'abord. » (Institut supérieur ouvrier (1937), cité par Benigno Cacérés in *Histoire de l'éducation populaire*, Seuil/Peuple et Culture, 1964).



dossier : Les métamorphoses du vivant

●●● tiques qui les tirent vers la médiocrité, des réactions frileuses et une pensée réactionnaire.

Ce déficit d'engagement intellectuel contraint dès lors des acteurs de l'éducation populaire à se réfugier dans une posture de « victimes » et à s'identifier à un « front » du refus dogmatique. Ces acteurs choisissent d'ailleurs délibérément de favoriser leur « éthique de conviction », essentiellement basée sur des incompréhensions et des frustrations, et font fi de l'« éthique de responsabilité », nécessitant effectivement de dépasser une vision binaire des rapports sociaux (M. Wieviorka, 1998). Or, si de plus en plus d'acteurs se réclamant de l'éducation populaire persistent dans cette direction, ce « mouvement » court un grand risque : être surtout associé à une « adhésion de crise » où viendraient se réfugier tous les désenchantés, les déçus et les désaffiliés qui ne croient plus aux projets de société portés par les forces de progrès.

L'éducation populaire doit donc rester vigilante si elle ne veut pas rejoindre les forces « hors-système » (extrêmes droite et gauche) qui, certes, manipulent les anxiétés des gens mais, en même temps, les éloignent d'un projet d'éducation populaire fondé sur la complémentarité des processus de régulation et d'émancipation (M. Boucher, 2001).

Un nécessaire réenchantement pédagogique et politique

Devant ce constat inquiet, dont j'ai sans doute forcé le trait, il apparaît donc urgent que les acteurs de l'éducation populaire se ressaisissent et redeviennent des militants de progrès, notamment en tissant

des liens entre les citoyens, les scientifiques et les responsables politiques humanistes œuvrant pour le bien commun aux niveaux local, national et international. Pour répondre réellement aux premiers buts de l'éducation populaire : « donner à tous l'instruction et la formation nécessaire pour devenir des citoyens capables de participer à la vie du (ou des) pays, aider l'homme à développer son intelligence, lui fournir les moyens de culture que réclame son épanouissement »⁸, les militants de ce grand mouvement pédagogique doivent aujourd'hui éviter de céder aux fantasmes apeurés de la mondialisation mais aussi de développer des formes de résistance agressives, voire macabres.

Il ne s'agit pas pour autant de nier que l'ère de la mondialisation met la subjectivité de tous à l'épreuve du réel. Certaines dynamiques propres à la mondialisation entraînent un processus de désobjectivation, une fragmentation identitaire qui, dans des cas extrêmes, peuvent déboucher sur des passages à l'acte violents si rien n'est fait pour contrer ces « pertes de sens » ou au contraire ces « surcharges de sens »⁹.

Au nom du progrès, il ne s'agit pas non plus d'abdiquer et d'éviter les confrontations avec les opérateurs des logiques économiques et politiques qui se servent de la mondialisation des échanges pour bafouer les droits fondamentaux des êtres humains⁹, détruire la nature et la biodiversité, nier la complexité anthropologique des cultures ou manquer de respect aux individus en continuant de les exploiter et de les aliéner. Il est important de proposer une alternative à la perspective néo-libérale. Les avancées de la science et l'intensification des communi-

ca-tions ne doivent pas servir prioritairement la « communauté » des entrepreneurs marchands, la croissance et l'hyper-productivité¹⁰, mais plutôt l'amélioration de la qualité de la vie de l'ensemble des habitants de la planète, la sauvegarde de l'environnement, la prise en compte des identités multiples et hybrides et la garantie d'une protection sociale pour tous. Si les changements opérés par la mondialisation doivent effectivement permettre de nouveaux liens entre l'économique et le politique, la colonne vertébrale de ces transformations doit garantir avant tout des modes de régulation propices à l'instauration de règles favorables à la justice sociale et à l'intégrité du vivant. Pour les militants de l'éducation populaire notamment, il demeure donc de nombreux combats à mener contre la misère, la domination, le racisme, etc. Cependant, pour participer à l'élaboration d'une perspective altermondialiste responsable, il est temps de refuser les « morsures du nihilisme » (P. Bouretz) ou du positivisme¹¹ dangereuses pour la démocratie et de libérer de nouveau l'imaginaire d'un autre futur, au carrefour de l'utopie humaniste, de l'éthique, de la science et du politique afin de réenchanter le présent plutôt que de condamner unilatéralement le futur génétiquement modifié. Le combat majeur de l'éducation populaire n'est-il pas actuellement de favoriser l'émergence d'un esprit critique, d'améliorer les capacités d'action de ceux qui croient encore à un « avenir meilleur » et de redonner du sens au conflit au lieu de se contenter de dénoncer la « misère du monde » (P. Bourdieu, 1993), accentuant ainsi le sentiment d'insécurité et d'impuissance ressenti par beaucoup de personnes ?

Pour renverser la tendance du moment : une montée des émotions

7 - Benigno Cacérés, op. cit.
8 - Michel Wieviorka décrit cinq figures du sujet qui correspondent chacune à une logique de la violence. Ainsi le « sujet flottant » est lié à une perte de sens et à un déni de subjectivité alors que l'« hypersujet » est associé à une pléthore de sens, une sur-charge de sens métasocial, métapolitique ou métaculturel. Il y a engagement dans une logique d'hyper-subjectivation, on parle alors d'hypersujet.
9 - Cf. « Les audits sociaux se multiplient dans les pays émergents » in *Le Monde*, 26 septembre 2003, p. 22.
10 - Cf. E.-A. Seillière, « Le nouveau positivisme » in *Le Monde*, mardi 9 septembre 2003, p. 15.
11 - Cf. l'entretien d'A. Madelin et de J. Bové in *Le Monde*, dimanche 7 - lundi 8 septembre 2003, pp. 12-13.

et un recul de la raison entraînant un déficit de la conscience politique au profit de tentations populistes, mais aussi pour éviter de sombrer dans la résistance folle, le conservatisme, le pessimisme, l'inconscience ou la violence, les acteurs de l'éducation populaire ne doivent-ils pas, par conséquent, s'organiser pour favoriser l'expression de leur subjectivité individuelle et collective et ainsi redonner du sens politique à leurs actions ? Il s'agit alors de privilégier la reconstitution d'un « mouvement » (histoire, valeurs, culture, méthodes, projet collectif) national et international plus efficace politiquement au lieu de favoriser la constitution aujourd'hui en cours d'un « réseau mouvant » et donc facilement manipulable. De plus, il s'agit de se réorganiser pour redonner une place à l'apprentissage rigoureux des connaissances scientifiques, axiologiques et à l'application de méthodes pédagogiques spécifiques favorisant la régulation, le développement du sens critique des acteurs ainsi que l'émergence de logiques de conflictualisation et de subjectivation. Autrement dit, il s'agit pour les acteurs de l'éducation populaire de participer rationnellement et démocratiquement au débat complexe sur la mondialisation et les métamorphoses du vivant en dépassant la démagogie ambiante et stérile des contestataires nihilistes.

Manuel Boucher ■



BIBLIOGRAPHIE

- Arendt, H., *Les origines du totalitarisme*, Seuil, 1972.
- Ascher, F., *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. Essai sur la société contemporaine*, éd. De l'Aube, 2001.
- Beck, U., *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 2001.
- Boucher, M., « Pour un aggiornamento de l'éducation populaire » in *La Lettre de Peuple et Culture*, juillet 1998.
- Boucher, M., « La nouvelle question sociale, l'éducation populaire et son projet d'émancipation ? » in *La Lettre de Peuple et Culture*, Juillet-Août 2001.
- Boucher, M., *Turbulences, contrôle et régulation sociale. Les logiques des acteurs sociaux dans les quartiers populaires*, L'Harmattan/Union Peuple et Culture, 2003.
- Bourdieu, P. (dir.), *La misère du monde*, Seuil, 1993.
- Bourdieu, P., *Contre-feux, Liber/Raisons d'agir*, 1998 ; *Contre-feux 2 : pour un mouvement social européen, Liber/Raisons d'agir*, 2001.
- Bouretz, P., *Témoins du futur. Philosophie et messianisme*, Gallimard, 2003.
- Cahiers Internationaux de Sociologie*, « La société du risque globalisé revue sous l'angle de la menace terroriste », vol. CXIV, janvier-juin 2003.
- Cacérés, B., *Histoire de l'éducation populaire*, Seuil, 1964.
- Dollfus, O., *La mondialisation*, Presses de Sciences Po, 2001.
- Esprit*, « Risque et précaution », n°8-9, août-septembre 2003.
- Ewald, F., « Philosophie de la précaution » in *L'Année Sociologique*, volume 46, n°2, 1996.
- Ewald, F., Gollier, C., Sadeleer, N., *Le principe de précaution, Que sais-je ?*, 2001.
- Fagot-Largeault, A., « La recherche sur les cellules souches humaines : quelle attitude éthique ? » in *Esprit*, n°8-9, août-septembre 2003, pp. 111-120.
- Giddens, A., *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 1994.
- Guillebaud, J-C., « Entre limite et transgression » in *Esprit*, n°8-9, août-septembre 2003.
- Hunyadi, M., « Pourquoi avons-nous besoin du raisonnement de précaution ? » in *Esprit*, n°8-9, août-septembre 2003.
- Kourilsky, P., Viney, G., *Le principe de précaution*, Odile Jacob, 2000.
- Le Breton, D., *La sociologie du risque*, Que sais-je ?, 1995.
- Malraux, A., *L'espoir*, Gallimard, 1937.
- Moreau Defarges, P., *La mondialisation*, Puf, 1997.
- Nisbet, R. A., *La tradition sociologique*, Puf, 1984.
- Peretti-Watel, P., *Sociologie du risque*, Armand Colin, 2000.
- Peretti-Watel, P., *La société du risque*, La Découverte, 2001.
- Poujol, G., *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*, éd. Ouvrières, 1981.
- Touraine, *Critique de la modernité*, Fayard, 1992.
- Touraine, A., Dubet, F., Lapeyronnie, D., Khosrokhavar, F., Wieviorka, M., *Le grand refus*, Fayard, 1996.
- Weber, M., *Le savant et le politique*, Plon, 1959.
- Wieviorka, M (dir.), *Raison et conviction : l'engagement*, Textuel, 1998.



La vérité est au fond de l'abîme... et l'ascenseur est en dérangement

J'entends par ce texte dire non pas comment j'ai vécu l'université d'été de Peuple et Culture qui s'est tenue cette année dans la Drôme avec pour thème « le vivant » mais plutôt ce qu'elle m'a fait, ce qu'elle a suscité en moi.

Ne soyez donc pas étonné si je laisse de côté les dimensions logistique et organisationnelle. Non pas qu'il n'y ait rien à dire de constructif, que ce soit en critique ou en suggestion, à propos du déroulement matériel de la manifestation. Je ne m'attarderai pas sur cet aspect pour la simple et bonne raison que la teneur, le thème, les apports et débats auxquels il m'a été donné d'assister à Crupies ont considérablement déclassé toutes les autres dimensions qu'il serait selon moi possible d'évoquer. En d'autres termes, je suis parti dans la Drôme « en vacance » et j'en suis revenu avec des quantités de questions qui toutes renvoient à des problèmes insondables. Merci Peuple et Culture !

Au départ, le programme annoncé m'inspirait assez moyennement. Que pouvait bien avoir à faire une association d'éducation populaire dans ce domaine des sciences de la vie et des enjeux qui en découlent ?

Aujourd'hui, je dirai que cette université d'été a ouvert l'éducation populaire à un panorama d'enjeux qui ne relèvent plus de la (déjà compliquée) correction des inégalités des chances ou des dysfonctionnements sociaux ; dynamiques que nous connaissons bien et à travers lesquelles nous pouvions jusqu'à présent décrypter bon nombre de nos actions de terrain. Avec cette université d'été, Peuple et Culture est monté d'un cran dans l'escalade de l'exigence et

de l'appropriation citoyenne, en s'aventurant sur un terrain qui me semble, à moi, bien difficile mais néanmoins essentiel à investiguer.

D'ailleurs, si l'on cherche à observer de manière circonstancielle combien et comment le thème traité cette année par l'université d'été était ou non pertinent, la réponse ne se fait pas attendre : depuis cet été, il n'est pas une semaine sans que l'actualité ne soit traversée par la question des organismes génétiquement modifiés et des enjeux impressionnants qui y sont liés. J'ai pu revoir à deux reprises Louis-Marie Houdebine, l'un des intervenants, dans des émissions de télévision et, récemment, la publication des résultats d'une étude anglaise sur les OGM a été citée par la presse comme apportant des arguments en faveur des « anti OGM »... Tout cela fait beaucoup d'indices qui démontrent, si c'était encore nécessaire, que ceux qui ont programmé cette université d'été et entraîné une association d'éducation populaire à s'interroger sur des sujets de société assez peu communs, de par leur nature et surtout leur ampleur, ceux-là ont eu « le nez fin ».

Des questions d'ordre quasi spirituel

Passé ce nécessaire préambule, je ne peux pas résister à l'envie d'entrer dans des réflexions qui vont sans doute choquer. Car pour moi, lorsque l'on s'intéresse à la marche du monde, lorsque l'on cherche l'amélioration matérielle et morale de l'humanité, son perfectionnement intellectuel et social en essayant de saisir la complexité de ce qui sous-tend ce qui nous est donné à voir et à connaître, l'opposition marquante des deux intervenants Louis-Marie Houdebine et Michel Tibon-Cornillot, renvoie à des fondamen-

taux tellement radicaux qu'il n'est pas possible de faire l'économie d'un débat d'ordre quasi spirituel. Certains voudront peut-être rester sur le terrain de la philosophie des sciences, d'autres interrogeront la morale ou, mieux, l'éthique. D'autres, peut-être, se référeront à des panoplies humanistes prêtes à penser ... Mais honnêtement, comment vouloir continuer à raisonner avec les catégories anciennes (philosophie des sciences, épistémologie, philosophie morale, etc.) lorsque l'on assiste à un tel « striptease » des fonctionnements humains et de leurs conséquences dramatiques ? Et quand bien même nous voudrions penser les problèmes traités à Crupies à travers notre morale « laïco-religio-égalitaristo-humaine », comment le pourrions-nous ? La morale laïque qui pourrait nous permettre de nous pencher raisonnablement sur ces questions de bioéthique, au pire, n'existe pas encore et, au mieux, est en cours de construction. Les morales anciennes sont soit erronées soit impuissantes dès qu'il s'agit de traiter de tels sujets de société...

Alors, que faire et où se situe notre marge de manœuvre, ailleurs que dans nos réflexes habituels consistant à nous proclamer « citoyens en devenir ou en prétention », à continuer de revendiquer des exigences d'accession du plus grand nombre à la citoyenneté... tout en faisant comme si les références morales de ce qu'est une conduite civique et citoyenne étaient définies alors que, précisément, elles ne le sont pas et que toute recherche en la matière, hormis quelques exercices de diction pour mieux proclamer nos intentions, est frappée d'abandon.

Comment en est-on arrivé là et qu'est-il possible de faire pour changer les choses en profondeur ? Car c'est bien de changements en profondeur dont aurait besoin l'humanité si je me risque

à une maladroite synthèse de ce que j'ai vécu cet été dans la Drôme.

D'un côté, un chercheur assez honnête au point d'avouer que c'est l'effet de la « poudre de perlimpinpin » qui fait entrer des transgènes dans des cellules énucléées, sans que l'on sache vraiment pour quelle raison ça marche et sans que cela lui pose trop de problème.

De l'autre, un philosophe qui pense que le modèle de recherche scientifique adopté dans le monde depuis 600 ans aboutit à généraliser la mort et la destruction en privilégiant la vulgaire technique au détriment de la véritable Connaissance des choses. Et d'évoquer la recherche d'enrichissement (le lucre), l'ambition et la compétition comme causes des guerres, des catastrophes survenues pendant des siècles et de celles qui surviendront demain en raison des risques technologiques, économiques et environnementaux que nous prenons aujourd'hui.

Pour moi, il n'est pas possible d'être insensible au discours de l'un comme de l'autre. Dans la critique du progrès tout comme dans la croyance en ce que ce dernier peut et doit apporter, les deux intervenants sont frappés d'un style mystique qui présente au moins un aspect pratique : celui d'éviter de se poser des questions stériles centrées autour de la thématique du « progrès, pour ou contre ? ».

Pour ce qui est de mon éthique et de mes convictions intimes, je suis personnellement profondément dégoûté par les

guerres et les catastrophes que l'homme arrive à provoquer mais je suis également plein de compassion pour ceux qui souffrent de maladies rares, pour les enfants qui naissent atteints d'un potentiel de souffrance qu'un jour des avancées scientifiques permettront peut-être de combattre, pour tous mes frères humains.

Entre respect de l'humain et développement inévitable

Si l'on s'arrête à des constats dégoûtants qui ont des causes évitables et dont meurent nos semblables, qu'ils relèvent de phénomènes naturels ou provoqués - guerres, famines, épurations, abandon médical, ségrégation et j'en passe... -, il est alors difficile de ne pas voir dans Michel Tibon-Cornillot une sorte de Mani¹, prophète apparu à la surface du monde pour délivrer un message de dénonciation d'un mal généralisé à la suite de l'erreur initiale de quelque démiurge, dont il serait possible de sortir moyennant de considérables efforts, moyennant une conversion de notre humanité à une nouvelle religion prônant le « monde de la vraie lumière ». Tibon-Cornillot, tout comme Mani en son temps, est un incompris face à la marche de l'histoire, et sa sensibilité toute respectable sera peut-être un jour qualifiée d'hérésie, tout comme l'ont été l'existence et la doctrine prônée par Mani entre la fin du mazdéisme² et le tout début du christianisme.

1 - Mani ou Manès (216-277). Prophète perse, fondateur du manichéisme.

2 - Religion de l'Iran antique, dualiste, opposant un principe du bien et un principe du mal (manichéisme). Le mazdéisme est fondé sur les révélations reçues par Zarathoustra et consignées dans l'Avesta. Le dieu principal Ahurà Mazdà, guide l'homme vers le bien et s'oppose à Ahriman, l'esprit malfaisant, chef des daevà (démons) dont le culte est interdit. Cette lutte entre les deux principes doit se terminer par la victoire d'Ahurà Mazdà. Adopté par les Perses peut-être dès l'époque achéménide, il est encore aujourd'hui pratiqué en Inde (les parsis).

3 - Il me semble en effet, à moins de prendre position de manière que l'on pourrait qualifier "d'intégriste" (intégrisme écologiste ou scientiste, selon les cas), qu'il est impossible de ne se situer que dans une seule de ces deux positions. Le respect du vivant est une chose fondamentale mais en même temps, l'humanité a tout intérêt à poursuivre ses efforts de recherche scientifique et de développement technique. Le problème est donc de trouver une position équilibrée qui prenne en compte cette double nécessité.



Je ne vous cache pas qu'il y a quelque chose qui me gêne à porter de tels débats sur les terrains mouvants de ce fourre-tout qu'on appelle spiritualité. Cela me gêne quand j'y vais spontanément, que ce soit par désir ou par doute. Mais cela me gêne aussi quand c'est la structure des données connues d'un problème qui m'y entraîne parce que « ça rentre dans les cases ». On pourrait penser que j'exagère. Et de s'étonner : « pourquoi faire glisser le débat sur un tel terrain ? ».

Dans ces conditions, expliquez-moi comment je dois me comporter lorsque j'entends dire que nous avons le choix entre une catastrophe majeure qui permettra au monde de prendre conscience de son erreur fondamentale et une situation où rien ne se passe, où l'humanité continuerait son petit « train-train » morbide consistant à être confrontée à l'indifférence à ce qui est humain. Dites-moi également comment nous pouvons faire pour restaurer des équilibres entre respect des choses humaine et biologique et développement technique et scientifique indispensable sinon inéluctable³, à moins de revenir avant l'époque où nous avons croqué collectivement le fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal. Pour finir, je suis revenu de la Drôme avec un dégoût dynamique : une révolte.

Serge Mevrel ■



Savoir contre... sensibilité ?

Ces derniers temps furent pour moi riches de rencontres complémentaires (ou Terre) : Aspaari et le festival agricole de Brocéliande, dans la magie du faire, de la fête où il fut question de résistance en milieu rural, des indiens koguis d'Amérique Latine, d'un autre rapport à la terre..., l'Université d'été de Peuple et Culture où il me fut donné de rencontrer le pire représentant de l'élite scientifique pro OGM-industrie (Louis-Marie Houdebine) et le meilleur défenseur d'un regard lucide mais terrible sur notre civilisation (Michel Tibon-Cornillot) et où Jean Gondonneau (président de Peuple et Culture) concluait l'université en évoquant une nécessaire résistance populaire...

Puis la rencontre soudaine avec Tchendukua et Eric, Don Sabino, Dona Corina et José (un de leur fils) venus de la forêt d'Amazonie équatorienne nous dire qu'on les assassine à nouveau, qu'on pille leur sol, qu'ils vont disparaître et nous avec si nous ne prenons pas conscience...

Enfin, cette période où l'on engrange les expériences de l'année passée est aussi celle des semis... C'est donc le moment de re-semer des blés anciens quasi disparus qu'il faut sauver de toute urgence pour garder l'espoir de faire avec la nature.

Le Savoir, c'est la pensée qui tranche et coupe, qui dissocie chaque partie de l'ensemble pour l'analyser.

Le savoir ne connaît pas le vivant, il le dissèque.

Peut-être peut-il conduire à en comprendre quelques mécanismes apparents, mais seul, il ne peut mener à une connaissance vivante de l'Autre.

L'Autre, l'être vivant que je rencontre, est ignoré dans son essence si je le réduis à un amas de cellules pré-programmées. Si ce savoir n'est pas sans intérêt, ne plus voir que par lui produit une

pensée débile, aussi brillante soit-elle dans son domaine. En ce cas, nous marchons sur une jambe, en déséquilibre, car ni l'homme ni la nature ne sont monolithiques.

La civilisation occidentale, et sa forme moderne technico-scientifico-industrielle, est exclusivement fondée sur le savoir au mépris de toute sensibilité. Tels des gamins cruels exerçant leur pouvoir morbide sur des insectes, la civilisation occidentale prend la planète entière et tous les êtres vivants qui l'habitent pour objet de son pouvoir d'appropriation et de destruction. Or il s'agit bien d'un **exercice**

de ce pouvoir et non d'une « expérimentation » lorsque celle-ci sort des laboratoires.

Aujourd'hui, il faut le voir clairement, c'est le Vivant dans son ensemble qui est pris pour objet d'« expérimentations ».

Celles-ci ne sont d'ailleurs mises en place que si elles ont un **réel impact**, puisque l'objectif est de créer un nouveau **produit** commercialisable. Autant dire qu'actuellement il reste fort peu de recherches fondamentales et énormément de mise en place de mutations effectives du vivant absolument non maîtrisées (pour preuve, les 90% de l'ADN totale-



ment incompris de la science moderne sont qualifiés d' « ADN poubelle » pour la bonne raison qu'on n'en comprend pas le fonctionnement, bouleversant éventuellement tout « le reste » (les 90% incompris)... Il faut, par ailleurs, savoir que les OGM « réussis » sont le résultat de milliers d'essais infructueux car hasardeux et que cette « réussite » est immédiatement commercialisée...

Civilisation du savoir, de l'avoir : maîtriser, coloniser, s'approprier, exploiter toute forme de vie dès que notre intelligence balbutiante en comprend une infime partie... Tout savoir est un pouvoir disait Lucifer au Dr Faust...

« Réfugie toi dans le savoir car tu le vois, ta quête de sens est infinie, car infinis sont l'Univers et la Vie. Tu vieilliss, Faust, et tu mourras sûrement sans le réaliser, ton or philosophal, ta ré-génération divine... Ou alors, suis moi, refuse la réalité (l'Unité), utilise ton savoir (ton intellect) pour prendre pouvoir pour toi-même sur ce temps, cette matière qui te fuit entre les doigts. Divise, dissèque, et règne... Car la création est infiniment subtile et complexe et jamais tu ne pourras pleinement l'appréhender par la seule raison, ni réaliser par toi-même la pensée divine.

Ton Orgueil est légitime, Faust, ton OR inaccessible car tu es seul.

Je t'offre le pouvoir, la maîtrise de la vie... Signe avec ton sang ! et suis moi, prends possession de ton monde... car avec moi (le savoir) tu seras l'égal de Dieu (le pouvoir) et tu règneras sur l'avoir... Mais pour cela, tu dois

renoncer à l'être et te consacrer à moi **totalemment !** » (interprétation libre et personnelle du mythe).

Je repense ici à Don Sabino (chaman qeshua - forêt d'Amazonie équatorienne) qui ne comprend tout simplement pas pourquoi l'homme blanc détruit la terre qui le porte et le nourrit, et condamne ainsi toute la Vie.

Vers une écosophie

Et si le savoir n'était qu'une lame de mental qu'il nous faut apprendre à manier avec justesse ? Alors il nous faut reconnaître qu'elle peut aussi bien détruire que guérir...

Et si l'Intuition, la Sensibilité étaient la part féminine de nous-mêmes que notre civilisation méprise tant et qui seule est apte à utiliser cette lame de façon fertile ?

Est-ce que je vis dans la conscience d'être avec le vivant, auquel je participe ? Alors je suis dans un chemin de co-naissance.

Ou est-ce que **pour moi-même**, contre l'autre, **je possède le savoir** ?...

Reconnaissons, en nous-mêmes et en l'autre, l'Essentiel, le Vivant, soutenons-le et cultivons cette unité de l'être dans la diversité des visages qu'il prend, à la seule lumière de l'amour de l'Autre... que je suis... Alors, avec nos frères koguis, qeshuas et tant d'autres sur cette terre, méritons nous aussi le nom d' « être humain »...

C'est ce que je récolte, c'est ce que je sème...

Nicolas Supiot ■

Je sème... ce que je récolte

Paysan boulanger à Maure de Bretagne, Nicolas Supiot a témoigné, lors de l'Université d'été, des revendications portées par un certain nombre d'organisations pour les semences paysannes et les droits des paysans.

Extrait de la déclaration d'Auzeville où se sont tenues, en février 2003, les premières rencontres sur ce thème :

« La semence paysanne est menacée lorsque l'agriculture industrielle réduit la diversité et le nombre de paysans et remplace les variétés de pays par des variétés homogènes et stables. L'agriculture industrielle façonne les paysages, l'alimentation, la vie, selon des critères, des normes, des législations que nous ne partageons pas. Elle tente d'imposer des variétés hybrides non reproductibles, bientôt des OGM, et des droits de propriété intellectuelle privée sur la semence, que nous refusons.

Aujourd'hui, le paysan soucieux de la relation entre ce qu'il cultive, l'endroit où il le cultive et les besoins alimentaires et culturels des communautés, poursuit l'amélioration des variétés grâce aux semences paysannes, solution d'avenir incontournable. Elles garantissent une diversité de variétés adaptées à chaque terroir, et cette adaptation permet d'éviter le recours massif aux produits phytosanitaires, aux engrais et à l'irrigation. Elles contribuent à un contrôle des coûts de production, augmentent l'autonomie de la ferme et valorisent le travail paysan. Elles sont donc un gage d'une production alimentaire de bonne qualité à un coût réduit.

Les paysans doivent pouvoir en totale liberté produire et échanger leurs semences. Ce droit est la première condition de l'autonomie alimentaire et donc de l'autonomie des peuples. »



Le milieu rural, terreau pour l'éducation à l'environnement et le développement personnel

Parmi les acteurs invités, le dernier jour de l'Université d'été, à témoigner de la façon dont ils se saisissent, dans leur engagement associatif, de la question du rapport au vivant, Jean-Luc Chautagnat d'Oxalis avait évoqué son implication dans l'éducation à l'environnement. Nous reproduisons ici l'essentiel de l'introduction qu'il a écrite pour le dossier consacré à l'éducation à l'environnement (*Alternatives Rurales* N°82-été 2003).

La prise de conscience que nos modes de civilisation menacent l'humanité est croissante. Le changement climatique, la pollution, la raréfaction de l'eau, la destruction de la couche d'ozone ne sont plus des sujets d'étude mais des préoccupations quotidiennes de nombreuses populations.

L'attrait qu'exerce le développement durable actuellement, même sur les multinationales, montre la réalité du danger. Les tenants de l'économie de marché n'ont pas intérêt à faire disparaître les consommateurs ...

Dans le monde rural, parler d'éducation à l'environnement devrait être un non-sens. Pourtant la rupture croissante entre les ruraux et leur environnement se poursuit. Les occupations virtuelles gagnent du terrain. Habiter au cœur d'un milieu naturel ne signifie plus compréhension et respect. Qui habite le plus la campagne ? Un agriculteur passant la journée sur un tracteur et mangeant le soir devant la télé, ou un urbain séjournant trois jours en fin de semaine pour se détendre en pleine nature et pour participer à un projet de réhabilitation du patrimoine ? Les repères sont brouillés.

Le discours publicitaire du tourisme rural met en avant une certaine qualité de vie et réveille notre nostalgie des communautés rurales d'antan. La réalité, c'est l'emprise toujours plus importante des critères économiques sur le monde rural. Ses acteurs, dont les agriculteurs, en sont les principales victimes, parfois consentantes.

Les alternatives rurales seront de plus en plus un creuset d'innovations et le champ éducatif les concerne directement. Les hommes et les femmes d'Accueil Paysan nous ont ouvert une route dans la nécessité d'allier l'acte de produire à celui de sensibiliser et d'éduquer. Aujourd'hui toute micro-entreprise rurale peut devenir un lieu de formation et de prise de conscience par sa façon de produire, de construire, de s'organiser, d'accueillir ... Cette démarche ne se limite pas aux enfants scolarisés et aux jeunes en vacances mais elle s'adresse à toute la société.

A l'origine, l'éducation populaire est née de l'idée de construire un homme nouveau pour construire une société nouvelle dans l'après-guerre (39-45, pas la guerre en Irak). Les hommes et les femmes qui, dès les années 70, ont mis en place les premières actions de sensibilisation à la nature, sont souvent issus

de ce riche terreau social. L'éducation à l'environnement ouvre un champ nouveau à l'émancipation des personnes : la dimension essentielle du lien à notre planète.

En ce sens, nos mouvements d'éducation populaire et ceux liés à l'éducation à l'environnement appartiennent à la même famille.

Ce lien est d'ailleurs bien illustré au CFEE (Collectif Français d'Education à l'Environnement) où cinquante organisations se retrouvent pour élaborer ensemble les orientations de l'éducation à l'environnement dans notre pays. Cette organisation a entrepris une démarche nouvelle de partenariat avec les pouvoirs publics, en associant régulièrement les ministères concernés à ces travaux. Aujourd'hui cette construction innovante de démocratie participative est en danger. L'Etat renie ses engagements en remettant notamment en cause des conventions pluriannuelles signées avec des associations.

Le milieu rural offre un espace irremplaçable à la transformation du citoyen en éco-citoyen responsable. Pour cela, des actions éducatives structurées (échanges ville-campagne, classes de découverte, fermes pédagogiques ...) sont mêlées à des expériences plus informelles vécues dans le tourisme rural. Elles sont complétées par l'alliance transformatrice entre paysans et consommateurs et l'arrivée croissante de nouveaux ruraux, dont l'expérience d'installation est souvent un support au développement personnel. C'est un terrain d'évolution permanent qui nous permet, par l'expérience, de renouer un lien perdu avec notre environnement.

Jean-Luc Chautagnat

Culture en danger

« *C'est pour cela que nous militons, pour l'exception culturelle, pour que l'humain soit excepté du commerce.* » Dominique Cabrera (cinéaste)

La richesse des initiatives culturelles, à laquelle nous prenons notre part en tant que mouvement d'éducation populaire, est mise en danger par les récentes décisions politiques.

Ce texte emprunte largement à un document intitulé « Partager la résistance, une contribution au débat sur les enjeux du conflit sur le statut des intermittents du spectacle », élaboré l'été dernier en Corrèze par le collectif « Urgence culture »¹.

La culture dans le giron de la pensée unique

Après les mouvements sociaux du printemps, l'été mais aussi la rentrée ont été marqués par la lutte des intermittents du spectacle contre un nouveau protocole, une lutte qui s'est heurtée à l'immense surdité politique du pouvoir. Ce nouveau protocole injuste et inadapté ne remplit pas l'objectif de répression des abus et des détournements affiché par le gouvernement et voulu par l'ensemble des professionnels pour qui ce statut avait été créé. Il n'aura pour conséquence qu'un affaiblissement considérable du spectacle vivant et de la création cinématographique. Plus qu'un épisode, une « réforme », c'est un symptôme d'une évolution plus globale quant à la place de l'art et de la culture dans la société.

La marchandisation et la privatisation généralisée de la culture sont

inscrites dans les accords négociés quelque part au-dessus de nos têtes citoyennes au sein de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services, signé à Marrakech, le 15 avril 1999, administré par le Conseil et les services de l'OMC), comme le sont l'éducation et la santé. L'accord du 26 juin à l'UNEDIC² s'inscrit bien dans une perspective politique idéologique dont le Medef³ est l'un des fers de lance, celle du « tout comptable », « tout rentable ». Cette perspective va au-delà du statut des intermittents car au bout il ne s'agit plus de création mais de fabrication de produits, plus de liberté de regard sur le monde et de construction de formes mais de pensée unique et de formatage.

Une de ces fatalités que l'on voudrait nous faire accepter comme inexorable.

Est-ce un hasard, si dans le même temps, sauf exception, la pensée culturelle, la parole culturelle ont à peu près totalement disparu des discours et des actes politiques (jamais comme dans les dernières échéances électorales, l'art et la culture n'ont été si peu des enjeux). La culture est de moins en moins une fondation, un préalable, une nécessité. Elle occupe ici ou là un strapontin peu glorieux : celui de supplément d'âme, de faire-valoir économique (ah ! le poids économique des festivals !...) ou d'accessoire de communication.

Souvenons-nous pourtant que chaque fois qu'un certain parti d'extrême droite conquiert une mairie, il a pour urgence et obsession de retirer les livres « déviants » de la bibliothèque, de prendre le contrôle des institutions culturelles et des festivals et de fermer les lieux associatifs et alternatifs. Ce parti-là serait-il seul à connaître le rôle central de la culture dans la formation et l'indépendance des esprits ?

Le président de la République, en encourageant le gouvernement à ratifier l'accord de l'UNEDIC, a consacré la faillite du politique, et dans le même temps, il annonce que l'Etat va prendre ses responsabilités pour promouvoir une véritable politique de soutien à la création. Mais comment espérer « une vraie politique culturelle » dans un contexte de recul des services publics qui laisse place à l'unique logique marchande ? Il est probable que les grandes villes au tissu artistique professionnel plus dense supporteront beaucoup mieux que les territoires ruraux cette dépression annoncée. Dès lors, qu'advient-il de la diffusion décentralisée, de l'éducation artistique dans les établissements scolaires des campagnes ou des expériences des mouvements d'éducation populaire en lien avec la population ?

Culture et politique

Il faut ramener par tous les moyens possibles les élus, de droite comme de gauche, sur le terrain culturel. Les convier ou les obliger par nos actions à réinscrire la culture dans le champ politique, à restaurer sa vraie place. Ce temps qui s'annonce, nous pouvons le vivre aux côtés d'autres qui luttent contre les impératifs économiques et la vague idéologique qui emporte des pans entiers de la société. L'idée d'une communauté de résistance commence à naître dans notre pays, le sentiment se partage d'être tous embarqués dans un train que nous n'avons pas choisi et qui ne mène nulle part. Cela traverse les clivages professionnels, intellectuels, politiques, et c'est à cela que nous devons participer, avec nos spécificités.

Manée Teyssandier ■

1 - Ce collectif rassemble des comédiens et techniciens intermittents du spectacle, Peuple et Culture Corrèze, la Fédération des Associations Laïques (Ligue de l'Enseignement), la Confédération Paysanne, Ras l'front, la CGT, la FSU, Sud Education, ATTAC, le collectif corrézien de défense des services publics, des citoyens actifs.
2 - UNEDIC : Union Nationale pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce.
3 - Medef : Mouvement des Entreprises de France.

Regards sur le Forum Social

Pour donner une idée du Forum Social Européen tel qu'il a été vécu par certains acteurs de Peuple et Culture, voici des extraits de quelques témoignages dont l'intégralité sera prochainement disponible sur notre site Internet.

Les Ludopistes au Forum Social Européen

Nos objectifs ?... Proposer des temps d'animation, afin de mettre en jeu nos pratiques et démontrer "grandeur nature" en quoi le jeu pour le plaisir et dans la convivialité est objet de culture et créateur de lien social, et animer un atelier.

La complexité de l'organisation de ce premier Forum à Paris ne nous a pas permis d'imaginer concrètement à l'avance nos interventions. L'improvisation a donc été de mise.

(...) Nous avons eu quelques difficultés, parmi les nombreux sites, à trouver le lieu idéal. Certes, nous avons fait jouer et certains contacts ont eu lieu, mais nous n'avions sans doute pas assez de jeux ni de visibilité pour un impact fort auprès de nos amis altermondialistes (...). Merci à ceux qui ont su interroger nos discours bien rodés et ont posé les questions qui nous ont obligés à revenir sur des termes que nous pensions explicites. Bien sûr, nous avons un sentiment d'inachevé, bien sûr nous nous sommes sentis tout petits et peu visibles au sein de la grande marée altermondialiste...

Pour conclure, nous pensions et nous pensons encore qu'il était important de nous réunir dans le cadre du FSE, parce que les valeurs que nous partageons y ont toute leur place. Les contacts que nous avons créés sur place nous poussent à rester optimistes.

Claude Carrara et Valérie Faucon,
Maison des Jeux de Grenoble

Il ne restait qu'une journée et demie de rencontres en ateliers, séminaires, plénières mais nous étions motivés après ce que nous avons vécu à Florence en 2002, près d'un million de personnes dans les rues, échanges en fanfare au milieu d'arènes combles (...) Vendredi, vers 13h, on décide d'aller à un atelier sur l'économie sociale et solidaire où j'ai bien failli ne jamais entrer à cause de 2 vigiles. (...) Il est déjà 17h et nous décidons de repartir vers la Villette pour un séminaire contre la concentration des médias et la marchandisation de l'information où le seul média représenté, en tant qu'animateur, n'était autre que, et vous l'aurez deviné, le directeur de l'Huma (...) rien que ça ! J'ai vraiment eu du mal à garder mon calme (...). (...) Je pense que les mouvements constructifs ne sont pas assez présents... on a calculé avec mon pote Jean-Phi que sur une centaine d'ateliers par demi-journée, seulement 4, 5 ou 6 sont tournés vers la construction, les alternatives, le pour. A nous de nous positionner pour informer les personnes que d'autres types de constructions sont possibles, humanistes, équitables, solidaires, locales, de qualité, à proximité, progressivement ... dans le plaisir, le désir et le rire.

Vincent Jannot, président de RELIER

L'idée de faire un échange à cette occasion germe dans mon cerveau inculte. Et si on y allait à plusieurs, histoire de se faire une idée plus précise, moins naïve ou moins cynique, de partager cette immersion avec la richesse de l'interculturel et surtout de dépasser l'euphorie festive de l'instant pour tenter un après... Bigre, quelle ambition confuse. Je contacte Katja Altenburg – une amie de chantiers – qui mobilise des membres de son association berlinoise, et rassemble un groupe de Français très hétéroclite (marre de prêcher entre convaincus) en provenance du très vaste et très divers milieu socio-culturel. Mercredi 12 novembre, nous sommes 18 jeunes fringants et enthousiastes lorsque nous débarquons sur un des lieux de l'événement ; mais très vite, face à l'éloignement géographique des sites, de notre hébergement, la profusion des thématiques, la masse humaine, la diversité des envies et intérêts, nous déclamons : " dispersion " ; deux QG indétournables sont établis : la cantine du foyer pour le petit-déjeuner et la salle commune où nous nous retrouvons après le dernier RER du soir.

Après le temps du forum (...), nous ressortons tout à brut : le sentiment d'avoir été noyés sous une masse d'informations, les débats stériles, la non-communication entre officiels et officieux, la vente de slogans sur papier glacé, d'identités sur tee-shirts imprimés, le grand gaspillage, l'exclusion générée par ce type d'événement... Bref, un peu écoeurés par l'orgie (...) Les écrits que nous avons pu échanger depuis la rencontre se sont tempérés et ont laissé place à des réflexions, des interrogations sur l'époque, sur ce vaste mouvement social. Est-il possible de rassembler cette multiplicité sous une même bannière ?

Lucie Demellier, CREFAD Auvergne
- échange franco-allemand

Ce qui caractérisait *L'Assemblée européenne des luttes et des résistances artistiques et culturelles* organisée par la Commission Artistique et Culturelle du FSE, (Coordination intermittents et précaires d'Ile-de-France, Coordination pour un autre cinéma), c'est :

- Une tentative de trouver des pistes de travail en commun.
- Une interrogation sur les liens à maintenir ou pas avec le FSE dans la mesure où la Culture n'a pas été beaucoup prise en compte.
- Un vrai souci d'écoute et de respect de la parole des gens : paroles brutes pas mises en perspective, ni récupérées, ni manipulées.

Sur le FSE en général, c'est une démarche dans l'ensemble intéressante, mais les contenus rigoureux et vigoureux ne sont pas encore au rendez-vous. C'est un espace de délibération. Le temps de réflexion est nécessairement plus long que le temps de l'action.

Propos recueillis auprès de
Line Colson, Boutique d'écriture – PEC LR

Européen

J'ai recherché des opportunités de rencontres et débats me semblant de possibles accès à des ressources pour nos activités PEC en Dauphiné et au niveau national.

Jeudi matin, participation à l'atelier " Intelligence collective ". Peu de participants, assemblée très cosmopolite... Les échanges ont été intéressants mais n'ont guère dépassé la formulation de divers points de vue. Une juxtaposition avec des difficultés de voyager entre idées et actions. Pourtant, il y avait en présence des expériences que nous n'avons pas pu, pas su, mettre en travail. Certains au travers des SEL, de la monnaie sociale en Argentine, à Berlin, à Toulouse et Paris... auraient pu nourrir la réflexion sur ces formes d'intelligence collective et leurs liens avec la survie et le développement local.

L'après midi, à l'IUT de St-Denis, se tenait un atelier " La pensée en mouvement " qui s'appuyait sur deux témoignages.

Le premier, celui d'Adeline LEMEN, fondatrice, présidente et animatrice du Roller Squad Institut (RSI). Pétulante et roulante, elle est toujours chaussée de ses rollers et d'un naturel plutôt rieur, elle nous a relaté leur aventure qui est, à mes yeux, une action d'éducation populaire et citoyenne.

Elle indiquait que leur pratique du roller, est " *une recherche de cohérence permanente, un réajustement perpétuel s'appuyant sur la conscience de soi, de l'autre, de l'espace, du temps, de l'histoire* ". Ajoutant qu'il n'est pas nécessaire de dire. La pratique peut suffire : " *je peux lire dans la trajectoire d'un roller, le rapport à l'autre dans l'agir et le ré-agir* ".

Le roller se fait dans " *une interdépendance humaine, dans un choix de vivre ensemble* ". (...)

Le second, celui de l'artiste Bruce CLARKE qui nous a fait part d'un processus-œuvre en cours et intitulé " Le Jardin de la Mémoire ", " sculpture " mémorielle sur le génocide au Rwanda.

" *Cette sculpture tient compte de plusieurs éléments : le nombre des victimes du génocide, l'espace à mobiliser que suppose un tel nombre, le fait d'être accessible et pudique dans sa représentation, l'importance de la participation de la communauté à sa réalisation. (...)* " Les questions qui sont travaillées sont des relations entre le UN et le TOUS.

Comment faire sens et lien entre la mémoire individuelle et la mémoire collective ? Quel changement de nature, voire quelle dénaturation se constitue entre la mémoire individuelle " subjective " et la mémoire collective " objective " ? Comment faire du collectif sur une mémoire d'individus qui ont été radicalement dans la séparation du bourreau et de la victime ? (...)

Georges Goyet,
Agora Peuple et Culture Dauphiné

Jeudi matin j'ai participé à un atelier " femmes et économie solidaire " à Bobigny. Cet atelier a été un des plus intéressants moments de ce forum en ce qui me concerne et ce pour plusieurs raisons. L'atelier (une vingtaine de personnes) est un espace qui permet la proximité, l'échange, et une plus grande participation des personnes présentes. Les expériences exposées étaient particulièrement riches. Les débats qui ont suivi ont été de la même qualité.

L'après midi, je suis retourné sur St-Denis à l'Usine (village de l'économie solidaire) pour un séminaire sur les financeurs solidaires, intéressant mais peu interactif donc à terme soporifique (3 heures sur les systèmes financiers !!!).

Vendredi matin, atelier sur les relations entre chercheurs et acteurs de l'économie solidaire à la mairie de St-Denis. Très riche en enseignements, en conceptualisations mais quelque peu éloigné de mes questionnements sur le rural.(...) En venant au FSE, je n'avais pas d'attente particulière, néanmoins cela m'a permis de me questionner sur mes propres pratiques et sur la difficulté d'accompagner et de mener à terme les projets d'économie solidaire. Il ne serait pas inintéressant de travailler et réfléchir dans ce sens à nos pratiques de solidarité. Nous avons davantage développé des réflexions économiques et il nous faut, si nous voulons donner un sens à notre action et donner des chances aux projets de se concrétiser, travailler à ce sujet. Notre place en tant que structure d'éducation populaire supplante-t-elle ou pallie-t-elle ces solidarités ???

Serge Letort, IFAD Lodève

L'Assemblée Générale de 2001 avait été centrée autour du thème de l'économie sociale et solidaire. A la table ronde, la participation de Guy Hascoët, alors secrétaire d'état à l'Economie Sociale et Solidaire, de Guy Massiah, président du CRID, de François Dufour, vice-président d'ATTAC, de Charles Piaget, ancien leader de la lutte des LIP, avait permis de faire avancer notre mouvement dans cette perspective.

Depuis, nous sommes apparus publiquement au Contre-Sommet du G8 d'Annemasse, au Larzac 2003, au Forum Social Européen, dans cette logique : défendre et valoriser l'agriculture paysanne, nous ouvrir mieux aux pratiques pour un tourisme solidaire et équitable, nous solidariser à d'autres mouvements en lutte face à l'élargissement des inégalités en allant aux causes.

Les militants d'Accueil Paysan, dont plusieurs salariés, lors de ces manifestations, ont pu élargir leurs regards sur l'évolution planétaire de l'humanité. Ils ont acquis une plus grande capacité critique d'analyse des situations, pour dépasser le discours incantatoire et protestataire.

C'est en tenant nos stands sur nos productions agricoles et nos réalités d'accueil, comme en participant à une table ronde d'un séminaire du FSE, que nous avons apporté nos semences pour qu'un autre monde soit possible.

Cette présence à des luttes dépassant les corporatismes, provoque des débats dans notre organisation. Les membres d'Accueil Paysan sont solidaires pour que soient posées des pratiques humaines tissant des liens de partage et de fraternité, au sein d'une société où le tout performant laisse en chemin trop d'hommes.

Extrait d'un courrier d'Alain Desjardin,
président d'Accueil Paysan

FÊTE DU JEU

29 MAI 2004

